

LA QUESTION AGRAIRE (5)

TERRE MARATRE , CAPITAL SOUTENEUR :

RENTE DIFFERENTIELLE II

5.1 INTRODUCTION

La réalisation du mode de production capitaliste à travers deux phases (cf. CouC N°s 5,7 et 9) : la phase de soumission formelle du travail au capital et la phase de soumission réelle du travail au capital n'affecte pas seulement l'industrie, mais toutes les branches de la production capitaliste et donc aussi l'agriculture.

Dans cette dernière branche, cette mutation du procès de production provoque d'importantes répercussions en ce qui concerne la rente différentielle.

La première forme de la rente, la rente différentielle I (cf. CouC N°8) se rattache à un mode de production extensif, où l'augmentation de la production se fait au moyen de l'accroissement des surfaces cultivées. La mise en culture de terres de qualité différentes forme alors la base de la rente différentielle I.

Par contre, la rente différentielle II surgit sur la base d'un mode de production intensif, où l'élévation du volume de la production est obtenue par l'accumulation du capital sur les mêmes terres. Un tel procès implique une concentration du capital; on désigne par culture intensive cette concentration du capital sur un même terrain, alors que par culture extensive on entend une accumulation du capital sur de nouveaux terrains, un accroissement de la surface cultivée.

Tout ce passage d'un mode de production extensif à un mode de production intensif correspond au passage de la phase de soumission formelle à la phase de soumission réelle du travail au capital.

Nous avons vu que, même sur la base de la rente différentielle I, et donc sur la base d'une subordination encore formelle du travail au capital dans l'agriculture, la production de plus-value relative était déjà possible dans ce secteur, dans la mesure où le principal instrument de production y est la terre, et que celle-ci peut être considérée comme une "machine naturelle" capable d'accroître la productivité du travail. Cet accroissement est rendu possible (si nous écartons l'influence des variations saisonnières et de la qualité des récoltes suivant les années) par la mise en culture de terres plus fertiles et l'abandon concomitant des terres les moins fertiles et les moins bien situées.

Un autre moyen également employé pour favoriser la production de plus-value relative, consiste dans le remplacement de l'aliment de base jusqu'alors généralement utilisé pour l'alimentation des classes exploitées, par un autre aliment de base, dont la production exige un moindre temps de travail social. La baisse de la valeur de la force de travail ainsi obtenue permet la production d'une plus-value relative.

Dans la mesure où cette sphère voit apparaître plus tôt la plus-value relative, l'agriculture est donc le premier secteur de la production capitaliste dans lequel s'affirme la phase de soumission réelle mais celle-ci ne peut y prédominer définitivement que lorsque la métamorphose de la production capitaliste s'est accomplie à l'échelle de la société tout entière et que la soumission réelle du travail au capital prédomine dans le procès de production de l'industrie. Si par conséquent, tout le cycle du passage de la phase de soumission formelle à celle réelle du travail au capital démarre dans l'agriculture, elle ne pourra se soumettre définitivement cette branche qu'en dernier, une fois le cycle achevé dans l'industrie.

Si l'avantage que l'agriculture possède au départ sur l'industrie s'explique en partie par des causes "naturelles" (capacité de la terre à agir comme "machine naturelle"), par la suite le retard de l'agriculture sur le reste de la production capitaliste repose sur des causes sociales, que nous allons analyser ici.

En premier lieu, on pourra remarquer que les sciences qui conditionnent les progrès de l'agriculture se développent plus tard que celles qui favorisent le progrès de l'industrie. Plus apte à saisir le quantitatif que le qualitatif, la science bourgeoise avance plus rapidement et plus sûrement dans les domaines de la mécanique et de la physique que dans la chimie et les sciences de la vie, indispensables au développement de l'agriculture.(I)

" Si la composition du capital dans l'agriculture proprement dite est inférieure à celle du capital social moyen, c'est que, de prime abord, l'agriculture, dans les pays hautement industrialisés, n'a pas progressé au même rythme que l'industrie de transformation. Sans même tenir compte d'autres circonstances économiques parfois décisives, le développement plus précoce et plus rapide des sciences mécaniques, et surtout de leurs applications, comparé à celui beaucoup plus tardif et parfois tout récent, de la chimie, de la géologie et de la physiologie suffirait déjà à expliquer ce retard, particulièrement sensible dans l'agriculture." (Marx. Capital III,6. Pléiade t.2 p.I37I)

Enfin, la propriété foncière n'est pas le moindre parmi les obstacles à la libre accumulation du capital dans l'agriculture. La lutte entre les capitalistes et les propriétaires fonciers pour s'emparer des surprofits, ainsi que le progrès de l'accumulation dans l'agri-

(I) Il importe d'ailleurs de souligner ici le revers dialectique d'une telle situation : c'est aussi parce que des obstacles sociaux empêchent le capital de pénétrer dans l'agriculture, que le progrès de ces sciences est freiné. Lorsqu'après la Commune de Paris, la bourgeoisie française entreprit de freiner artificiellement l'expansion du capital à la campagne pour maintenir une large couche de petits propriétaires, et estomper la violence de l'affrontement avec le prolétariat, elle porta en même temps un coup d'arrêt au développement des sciences organiques (chimie etc...)

culture sont au centre de la théorie de la rente différentielle II, et sont aussi à relier, comme nous le verrons par la suite à celle de la rente absolue.

Il est vrai toutefois que la rente différentielle II pourrait exister indépendamment de la rente absolue et de la propriété foncière auquel cas l'accumulation du capital ne serait pas entravée et les surprofits surgis avec le développement du progrès technique iraient aux capitalistes. Mais tant qu'existe la propriété foncière, celle-ci forme un obstacle à l'accumulation du capital, et provoque un affrontement entre capitalistes et propriétaires fonciers pour l'appropriation des surprofits.

Le mouvement de la rente différentielle I, tout en étant lié parfois à la production de plus-value relative (laquelle est caractéristique de la phase de soumission réelle), correspond en fait à la phase de soumission formelle du travail au capital, phase de la société bourgeoise où le capital n'a pas encore forgé sa technologie spécifique et où par conséquent le rapport entre le capital constant et le capital variable qui prédomine, tend à demeurer identique.

"Ce genre de progression (c'est-à-dire un développement uniforme du capital variable et constant) existe uniquement dans les stades où le mode de production utilisé par le capital n'est pas encore conforme à la nature du capital, ou dans les sphères de production où sa domination n'est encore que formelle, dans l'agriculture par exemple. La fertilité naturelle du sol peut y avoir le même effet qu'une augmentation du capital fixe, autrement dit le temps de surtravail relatif peut augmenter sans que doive diminuer la quantité de travail vivant. C'est ce qui s'est produit par exemple aux Etats-Unis."

(Marx. Grundrisse 10/18 t.4 p.14)

Par conséquent, il est possible grâce au progrès de la fertilité et sur la base d'une composition technique du capital qui reste constante, de modifier le temps de surtravail relatif. (Pour illustrer ce cas, Marx a recours, aussi bien dans les Grundrisse que dans le Capital, à l'exemple des colonies d'Amérique du Nord).

Des terrains de qualité différente sont mis en culture parallèlement et simultanément par des capitaux dont les différentes fractions composent le capital agricole total. C'est sur cette base économique, c'est-à-dire la phase de soumission formelle, que se fonde la rente différentielle I.

Avec la modification de l'accumulation du capital dans l'agriculture, lorsque cette accumulation se fait sur les mêmes terrains, avec la concentration du capital, la base économique sur laquelle reposait la rente différentielle I se transforme, la culture devient intensive, et l'accroissement de la production repose sur la concentration du capital sur les mêmes terres. A la rente différentielle I succède la rente différentielle II, dont Marx nous dit que "sa base et son point de départ du point de vue historique comme du point de vue de son mouvement à chaque période donnée, sont constitués par la rente différentielle I". (Capital III, ES t.8 p.65)

De la même manière que la subordination formelle du travail au capital constitue la base historique et le point de départ de la subordination réelle, la rente différentielle I constitue la base et le point de départ de la rente différentielle II.

"Le mouvement de la rente différentielle II ne s'opère à tout moment, que dans un domaine qui constitue lui-même la base multiforme de la rente différentielle I".

(Marx, Capital III in : Pléiade t.2 p.1339)

"De toute évidence, la rente différentielle II n'est alors qu'une autre expression de la rente différentielle I, avec laquelle en substance, elle se confond. La fertilité différente des terrains différents n'agit, dans la rente différentielle I, qu'autant que des résultats inégaux sont obtenus par des capitaux investis dans le sol, soit par rapport à des capitaux de même grandeur, soit en fonction de leur grandeur proportionnelle. Que cette inégalité se produise pour des capitaux différents investis successivement sur le même terrain ou pour des capitaux engagés sur plusieurs terrains de différents types, ne peut rien changer à la différence de leur fertilité ou de leur produit, ni par conséquent à la formation de la rente différentielle pour des parties de capital investies plus fructueusement. C'est toujours le sol qui, pour des investissements égaux, révèle une fertilité différente, sauf qu'ici le même sol fait pour un capital investi successivement dans différentes portions ce que, dans la rente différentielle I, différents types de sol font pour des parties égales du capital social qui sont investies." (idem p.1340)

Avec le développement du mode de production capitaliste et l'épuisement du sol qui lui correspond, la production agricole tend à repasser de plus en plus sur le capital qui devient l'élément décisif.

Nous avons déjà souligné dans les précédents chapitres de cette étude (cf. surtout N°s 6 et 8) le martyre que subissait la terre dans le cadre du MPC, et comment la séparation de l'homme d'avec son corps inorganique, la nature, atteint son paroxysme avec le MPC, lorsque la communauté du capital se substituant à la communauté des hommes, engendre l'épuisement et le tarissement des sources de la richesse : la terre et le travailleur.

Pour la théorie communiste, l'avènement du mode de production capitaliste est synonyme d'épuisement du sol (I) et si avec la rente différentielle I nous n'avons à faire qu'à un mode de production naissant où la terre commence seulement à subir les effets de la production capitaliste, avec le passage à la rente différentielle II, nous avons à faire à une terre épuisée et martyrisée qui ne donne des fruits que grâce à sa fécondation inhumaine par le capital. La terre, de mère nourricière, s'est muée en une marâtre à laquelle le capital n'arrache de nouveaux fruits qu'en la laissant toujours plus exsangue et épuisée.

(I) Ceci est également lié, comme nous l'avons vu dans le N°6, à la généralisation de l'aliment de base végétal.

En effet, tant qu'il y a prédominance de l'élevage et de l'alimentation carnée, c'est-à-dire dans la période qui précède l'établissement de l'agriculture proprement dite et l'alimentation végétale, la force productive du sol n'est pas encore épuisée. (cf. Marx, Capital III, 6 ES t.8 p.65).

La thèse communiste selon laquelle le MPC généralise l'alimentation végétale, n'est bien sûr pas acceptée par tous, à commencer par les nouvelles classes moyennes, nourries et gavées jusqu'à la gueule grâce à l'exploitation renforcée que subit le prolétariat. Parmi les apôtres de ces classes, les modernistes d'Invariance Nlle série, inquiets des progrès de leur hypertension et éffarés par l'énorme coût économique et social de la production de viande dans le MPC (nous montrerons

(suite de la note I p.5)

plus tard que le prix de la viande est toujours relativement plus cher que le prix du blé, ce dernier étant lui-même relativement supérieur à celui des produits manufacturés; un autre exemple des limites de l'agriculture et de l'incapacité du capital à nourrir l'humanité est fourni par le fait qu'un tiers de la production mondiale de céréales est utilisé pour nourrir le bétail des métropoles impérialistes; d'autre part, on compte que pour produire un kilo de protéine animale, il faut six kilos de protéines végétales.) Invariance donc, se propose de convertir la classe ouvrière au végétarisme, dans le but d'augmenter ainsi le taux d'exploitation, et de différer la colère des peuples affamés par l'impérialisme, tout en renforçant le statut des classes moyennes.

Or, comme nous l'avons montré, l'aliment de base végétal est caractéristique de la production capitaliste. Cette tendance n'est absolument pas contradictoire avec le fait que grâce au développement de la phase de soumission réelle du travail au capital, la production et la consommation de viande augmentent. Les chiffres de consommation de viande par tête, et par la classe ouvrière en particulier, constituent même un indice important du niveau de développement de la production capitaliste.

Marx avait fort bien prévu le développement de l'élevage avec les progrès de la production capitaliste, tout en montrant l'importance du rôle de l'aliment de base végétal. Ainsi, dans le passage suivant en supposant un grand progrès dans la productivité du travail, il conclut.

" Au sein de la classe productive elle-même, aurait augmenté le nombre d'intermédiaires commerciaux, mais surtout celui des personnes employées à la construction de machines, à celles des chemins de fer, dans les mines; en outre les travailleurs agricoles occupés à l'élevage, les travailleurs employés à la production de matières chimiques, minérales pour les engrais; aussi le nombre de cultivateurs qui cultivent des matières premières pour l'industrie augmente par rapport à ceux qui produisent des vivres et celui de ceux qui produisent des aliments pour le bétail augmente par rapport à ceux qui produisent des aliments pour les hommes." (Théories sur la plus-value t.I p.243)

Toutefois si, comme la théorie l'avait escompté, la consommation de viande chez les ouvriers des pays avancés a été en augmentation, il ne faut pourtant pas en faire, comme le font les classes moyennes salariées et Invariance Nlle série, un argument en faveur de la capacité du MPC à nourrir décemment ses esclaves salariés. Tout d'abord il y aurait beaucoup à dire sur cette consommation de viande par les prolétaires, tant en ce qui concerne la quantité que la qualité. (Les chiffres que nous citons dans le N°6 faisaient apparaître une plus grande consommation de charcuterie, volailles, lapin, chez les ouvriers, et une plus grande consommation de boeuf chez les bourgeois et les classes moyennes supérieures. (Les derniers chiffres disponibles montrent que de 1969 à 1981, la consommation de volaille a augmenté de 38% et celle de porc de 100%, contre 19% pour le boeuf. Les éleveurs professionnels estiment que "l'avenir est au porc et au dindon", qui sont des viandes moins coûteuses et donc accessibles "à un pouvoir d'achat dont ils estiment la diminution prévisible" (Sic!) ("Le Journal du Dimanche 15.3.81)).

Un autre fait qui permet de mesurer toutes les limites de la capacité du MPC à nourrir ses ouvriers, c'est le cas de la Pologne, 10^e puissance industrielle mondiale, où la hausse des prix de la viande et la pénurie ont provoqué tous les mouvements ouvriers de ces dernières années.

5.2 LA RENTE DIFFERENTIELLE II

Nous avons déjà vu que, au sein d'une branche, pour qu'un capital obtienne le profit moyen il fallait que son montant soit égal à la moyenne du capital investi. Les capitaux qui avaient une masse et donc une productivité plus grande que la moyenne ne parvenaient pas à recevoir un profit moyen. Les sous-profits des uns compensant les sur-profits des autres (sous certaines conditions que nous avons déjà rappelées dans notre N°4), les capitaux de la branche obtenaient un taux de profit moyen correspondant au taux général de profit qui s'établissait au sein de la société.

Pour l'étude de la rente différentielle II, l'on suppose donc sur chaque type de terrain de superficie égale une répartition des capitaux identiques si bien que la moyenne du capital investi sur chaque terrain correspond à la moyenne du capital investi dans la branche.

De ce fait, sur chaque type de terrain les capitaux engagés reçoivent un taux de profit égal au taux de profit moyen. Si, sur un terrain, le capital accumulé était inférieur à la moyenne sociale, le taux de profit de ce capital serait inférieur au taux de profit moyen et si il était supérieur au minimum requis à une époque donnée, ce capital obtiendrait un profit extra ou sur-profit, en sus du profit moyen.

(suite de la note p.5 et 6)

Si l'on se tourne maintenant vers le Brésil, pays-modèle du "miracle" économique capitaliste, on s'aperçoit que le nombre de têtes de bétail augmente de 120 % entre 1950 et 1975, tandis que dans le même temps, la population s'est accrue de 105% et la superficie des pâturages de 82%. Mais dans la même période, la population rurale ne s'est accrue que de 35%. Ainsi, à une urbanisation croissante correspond à la campagne une "bovinisation".

La consommation de viande de boeuf par personne est passée au Brésil pour la période 1968-76 de 17,8 kg/an à 20,6 kg/an, soit une augmentation de 15,7%.

Au cours de la même période, aux Etats-Unis, la consommation de viande "per capita" a augmenté de 17,7%, passant de 49,8 kg/an à 58,6 kg/an. Mais qui, au Brésil, a bénéficié de cette hausse de consommation?

Certainement pas les ouvriers productifs, dont la consommation a diminué significativement et dont la grande majorité souffre de malnutrition chronique (tandis que de violentes bagarres se produisent pour obtenir des haricots, l'ordinaire de l'ouvrier brésilien est composé de rats et de soupe de papier journal). Certainement pas non plus les paysans du Nordeste, qui au mois de Mars 81, accablés par l'exploitation des grands propriétaires fonciers, par la faim et par la sécheresse, se sont regroupés par milliers pour donner l'assaut aux entrepôts d'Etat.

Dans la mesure où les exportations de viande n'ont pas crûes de manière significative, on doit en conclure que ce sont les classes moyennes des villes qui ont consommé, non seulement la totalité de l'incrément per capita, mais encore la quantité de viande non consommée par le prolétariat, soit la totalité de la baisse "per capita" de la consommation des ouvriers.

"Aucun terrain ne donne de produit sans qu'il y ait investissement de capital. Cela est vrai même pour la rente différentielle simple, la rente différentielle I; quand nous disons qu'un acre de A, c'est-à-dire du terrain régulateur du prix de production donne tel produit à tel ou tel prix et que les terrains de meilleure qualité B, C et D rapportent tant de produit différentiel, et donc, d'après le prix régulateur, tant de rente en argent, nous supposons toujours qu'on a utilisé un capital déterminé, considéré comme normal dans des conditions de production données. Tout se passe comme dans l'industrie, où chaque secteur industriel requiert une certaine quantité minimale de capital pour pouvoir fournir des marchandises à leur prix de production.

Si ce minimum vient à se modifier à la suite d'investissements successifs de capital sur un même terrain, qui entraînent des bonifications du sol, ce changement s'accomplit progressivement. Tant que le capital additionnel n'est pas investi sur un certain nombre d'acres, de A, par exemple, de la rente est produite sur les acres mieux exploitées de A parce que le prix de production est resté constant et la rente de tous les meilleurs terrains B, C et D s'en trouve augmentée. Mais dès que le nouveau mode d'exploitation s'est suffisamment imposé pour qu'on le considère comme le mode normal, le prix de production baisse; la rente des bonnes terres diminue à son tour et la partie du terrain A qui ne dispose pas du nouveau capital moyen doit vendre au-dessous de son prix individuel de production, donc au-dessous du profit moyen. En cas de baisse du prix de production, ce phénomène se produit encore, même si la productivité du capital additionnel diminue, dès que le produit total nécessaire, résultat de l'augmentation des investissements de capital est fourni par les bonnes terres, provoquant le retrait du capital de A, qui ne concourt donc plus à la production d'un produit donné, disons de froment. La quantité de capital qui est désormais investie en moyenne sur le nouveau terrain régulateur B est désormais considérée comme la normale; quand nous parlons des différences de fertilité des terres, nous sous-entendons que c'est cette nouvelle norme de capital par acre qui est utilisée."

(Capital I, 6 ES t. 8 p. 94)

"A la différence de fertilité s'ajoutent dans la rente différentielle II, les différences dans la façon dont est réparti entre les fermiers le capital (et la capacité de crédit). Dans l'industrie manufacturière proprement dite se détermine très vite pour chaque branche d'industrie en particulier, un volume minimum d'affaires, donc aussi un minimum de capital au-dessous duquel une affaire individuelle ne saurait être menée avec succès. De même dans chaque branche d'industrie particulière se constitue un capital moyen normal, supérieur à ce minimum dont la masse des producteurs doit disposer et dispose en fait. Tout ce qui dépasse ce capital peut réaliser un profit extra, tout capital inférieur ne permet pas d'obtenir le profit moyen."

(Idem p. 66)

Dans la mesure où le capital ne s'empare que lentement de l'agriculture, ce processus est plus long à se réaliser dans cette sphère que dans l'industrie; néanmoins, pour l'analyse théorique, nous devons procéder comme si la production capitaliste était uniformément développée dans l'ensemble des branches. C'est seulement alors qu'on peut procéder à une analyse des cas particuliers que pourrait entraîner une répartition inégale des capitaux.

Dans le N°9 (consacré aux deux phases historiques de la production capitaliste), nous avons développés certains aspects de cette question, à propos des anciennes classes moyennes. Dans la mesure où il subsiste encore dans l'agriculture une grande masse de petits producteurs, ceux-ci jouent un rôle dans la détermination de la valeur des marchandises. Ce rôle est plus ou moins important en fonction du degré de développement de la production capitaliste.

Dans la phase de soumission formelle du travail au capital -donc dans le cadre de la rente différentielle I - les petits producteurs conservent une grande importance sociale : ils contribuent à l'établissement de la valeur sociale. Leur travail individuel abstrait peut encore compter comme travail social. Au fur et à mesure que se développe le mode de production capitaliste (c'est-à-dire que se développe la phase de soumission réelle du travail au capital), cette importance décroît car le travail du paysan indépendant se voit progressivement "dépouillé des conditions objectives, sociales aussi bien que matérielles de la productivité".

Cependant, mais à des degrés divers, tant que perdurent des formes de production capables d'influencer la valeur sociale des marchandises, les véritables fermiers capitalistes peuvent s'approprier un surprofit.(I)

1^{er} CAS: PRIX DE PRODUCTION CONSTANT.

Le mouvement d'accumulation du capital que nous avons déjà décrit brièvement dans les précédents numéros consacrés à la question agraire (cf. CouC N°s 4, 6, 8) nous montre comment s'articulent la course aux surprofits et l'établissement d'un taux de profit moyen.

Le processus est le même dans l'agriculture, mais dans la mesure où la classe des propriétaires fonciers peut y monopoliser l'un des moyens de travail essentiels : la terre, les surprofits ne vont pas forcément dans la poche des producteurs directs, c'est-à-dire des fermiers capitalistes, mais dans celle des propriétaires fonciers.

En attendant de voir dans quelle mesure les surprofits se convertissent en rente foncière, nous allons voir comment se forme le surprofit. Dans le N°8 (p.42), nous avons examiné le tableau suivant :

- TABLEAU I -

Type	Produit		Capital avancé	Profit		Rente	
	qx	F		qx	F.	qx	F.
A	25	125	100	5	25	0	0
B	30	150	100	10	50	5	25
C	35	175	100	15	75	10	50
D	40	200	100	20	100	15	75

(I) Par exemple en France en 1978, les exploitations de plus de 100 ha ont obtenu un revenu trois fois supérieur à la moyenne générale et plus de quatre fois supérieur à celui des exploitations de 5 à 10 ha.

Pour un capital avancé de 100 sur des terrains de superficie identique, mais de fertilité différente, classés dans l'ordre A B C D (du plus mauvais au meilleur terrain), on obtient un profit de 25 correspondant à un taux de profit moyen de 25%, égal au taux général de profit qui règne dans l'ensemble des branches de la production capitaliste.

C'est sur le plus mauvais terrain, le terrain A, que se détermine le prix de production régulateur du prix de marché. Par conséquent le capital investi sur ce terrain obtient juste le profit moyen et donc ne produit pas de rente. Sur chacun des autres terrains, la différence entre le prix de production individuel et le prix de production régulateur du prix de marché se transforme en rente sous l'action de la propriété foncière et va ainsi engraisser la classe des propriétaires fonciers.

Considérons désormais, pour étudier la rente différentielle II, les conséquences de l'accumulation d'un investissement supplémentaire sur chacun des terrains, d'un capital additionnel de même grandeur. Au premier investissement d'un capital de 100 sur chacun des terrains A B C et D, de superficies égales, succède un second investissement d'une même valeur de 100.

- TABLEAU II -

Type	Ha.	Capital	Profit	Prix de prod.	Produit en qx	Prix de vente/q	Produit total F.	Rente	
								qx	F.
A	I	$\frac{100+100}{200}$	50	250	50	5	250	0	0
B	I	$\frac{100+100}{= 200}$	50	250	60	5	300	10	50
C	I	$\frac{100+100}{= 200}$	50	250	70	5	350	20	100
D	I	$\frac{100+100}{=200}$	50	250	80	5	400	30	150
		800			260		1300	60	400

Sur chaque type de terrain, on a procédé à l'investissement d'un nouveau capital égal au capital précédent. Par conséquent le capital avancé est désormais de 200 F contre 100 F précédemment.

Pour un taux de profit inchangé de 25%, le montant du profit obtenu par chaque capitaliste est de 50, et le prix de production s'élève à 250. Les produits obtenus avec la nouvelle dose de capital sont identiques aux produits obtenus avec le premier investissement. L'échelle des fertilités absolue et relative des terrains demeure inchangée. Le prix de production se forme toujours sur le plus mauvais terrain, le terrain A, et il demeure constant. Pour une dose de capital identique à la précédente, nous avons obtenu un produit identique.

Le produit de 50 quintaux obtenu sur le terrain A coûte 250 F. Le prix de vente du quintal est donc de 5F. La rente sur le terrain B s'élève désormais à 50 F au lieu de 25 F mais le taux de surprofit demeure constant, soit $50/200 = 25\%$.

Sur le terrain C, la rente est de 100 Fr en argent, et de 20 qx en produit. Le taux de surprofit demeure également constant : $100/200 = 50\%$.

Enfin sur le terrain D la rente se monte à 150 F en argent et 30 qx en produits.

La production augmente donc dans une proportion identique à l'augmentation du capital. La rente s'accroît également proportionnellement au capital investi, et du fait de cet investissement.

Tout se passe ici, tant du point de vue du produit que de la rente, comme si l'on avait mis en culture 4 terrains supplémentaires A B C et D, en utilisant un capital identique à celui du tableau I. Mais et c'est là une différence essentielle avec la rente différentielle I, la rente par hectare s'accroît.

"Plus le mode de production capitaliste se développe, plus se développe la concentration du capital sur un même terrain et plus est élevée donc la rente calculée par hectare. Donc, dans deux pays, où les prix de production, les différences entre les catégories de terrain et la masse du capital investi seraient identiques, mais où l'un pratiquerait plutôt les investissements successifs sur une étendue de terrain restreinte, l'autre les investissements simultanés sur des étendues assez vastes, la rente par hectare, partant le prix du sol, seraient plus élevés dans le premier pays que dans le second bien que la masse de la rente soit la même dans les deux. La différence dans le montant de la rente ne s'expliquerait donc pas ici par une différence de fertilité naturelle des divers terrains, ni de quantité de travail employé, mais elle serait exclusivement due aux modes différents d'investissements du capital."

(ES Capital III,6 p.80-81 t.8)

Dans notre premier exemple, nous n'avons envisagé que le cas d'un rendement des capitaux égal au rendement antérieur. L'apport d'une nouvelle dose de capital sur chaque terrain, permet l'obtention d'un rendement identique à celui qui avait été obtenu précédemment, pour une dose de capital identique.

Dans ce cas, puisque le produit fourni sur le terrain par une masse de capital identique à celle précédemment investie, est le même qu'auparavant, le prix de production reste inchangé. Par conséquent, les capitaux additionnels investis sur les terrains B C et D pourront avoir (pour une même dose de capital et par rapport au produit précédent), des produits constants, croissants ou décroissants, sans que le prix de production en soit affecté, tant qu'il est déterminé par le terrain A. Sous l'effet des doses supplémentaires de capital, la fertilité relative des terrains variera, de même que les rentes différentielles, mais le prix de production régulateur du prix de marché demeure identique.

Nous obtiendrions alors, par exemple la distribution suivante :

- TABLEAU III -

Type	Ha	Capital	Profit F.	Prix de prod.	qx	Prix de vente/q	Produit total F	Rente	Taux
A	I	100+100 = 200	50	250	25+25=50	5 F	250	0	0
B	I	100+100 = 200	50	250	30+25=55	5 F	275	25	12,5 %
C	I	100+100 = 200	50	250	35+35=70	5 F	350	100	50%
D	I	100+100 = 200	50	250	40+45=85	5 F	425	175	87,5 %
		800			260			300	

Si nous analysons les effets de l'investissement supplémentaire d'une dose identique de capital sur chaque terrain, avec des rendements différents par terrain, nous obtenons ceci :

- Sur le terrain B, le rendement du capital est décroissant.

En effet la deuxième dose de capital de 100 ne rapporte ici qu'un produit de 25 quintaux contre 30 avec la première mise de capital (voir tableau I).

- Sur le terrain C, nous obtenons un rendement du capital identique. Le rendement s'effectue dans la même proportion que pour le terrain A, et le nouvel investissement entraîne une production supplémentaire égale à la précédente. Le prix de production individuel demeure constant.

- Par contre sur le terrain D, l'investissement d'une nouvelle dose de capital permet l'obtention d'un produit plus important que lors du premier investissement.

Dans l'ensemble, les fertilités relatives des terrains et les rentes différentielles se sont modifiées. Le terrain B s'est rapproché du terrain A, et le montant de la rente est resté stationnaire. Le terrain C conserve une fertilité relative identique par rapport au terrain A, et la rente obtenue double, tandis que le taux de rente demeure constant.

Sur le terrain B, le montant de la rente est identique à celui que le fermier payait auparavant, mais le taux de rente a baissé, passant de 25% à 12,5%. Enfin, sur le terrain D, l'écart relatif avec le terrain A, et avec les autres terrains s'est creusé. L'accumulation d'un capital nouveau a permis à la production d'un produit plus important que le précédent.

Le capital nouvellement accumulé a permis la production d'un produit plus important que le précédent. Le prix de production individuel du blé sur le terrain D diminue et la rente différentielle s'accroît d'autant : elle s'élève de 75% à 87,5%. Le montant absolu de la rente s'est accru sur les meilleurs terrains, sauf sur le terrain B, où elle demeure constante.

Lorsque le prix de production individuel du produit additionnel est inférieur au prix de production régulateur du prix de marché, le montant absolu de la rente augmente. Si en plus il est inférieur au prix de production individuel du produit antérieur, le taux de la rente augmente également.

C'est le cas sur le terrain D. Le prix de production individuel du produit additionnel est de 25/9°F le quintal (I25/45) et le prix de production régulateur du prix de marché s'élève à 5F, en conséquence le montant absolu de la rente s'accroît. D'autre part le prix de production individuel du produit antérieur était de 3,125 F (I25/40). Le prix du produit additionnel étant inférieur, le taux de la rente s'accroît également. Il passe de 75% à 87,5%.

Lorsque le prix de production individuel du produit additionnel est égal au prix de production individuel du produit antérieur, le taux de rente demeure constant.

Dans notre tableau (III) c'est le cas du terrain C. Le montant absolu de la rente augmente lorsque le prix de production régulateur du prix de marché, et le taux de surprofit demeure constant.

Dans le tableau I, le taux de surprofit du terrain C est de 50% (50/I00) et dans le tableau II il reste constant puisqu'il s'élève toujours à 50% (I00/200).

Lorsque le prix de production individuel du produit additionnel est supérieur au prix de production individuel du produit antérieur tout en étant inférieur au prix de production régulateur du prix de marché, le montant absolu de la rente augmente mais le taux de surprofit diminue.

Lorsque le prix du produit additionnel est égal au prix de production régulateur du prix de marché, le montant absolu de la rente demeure constant tandis que le taux de la rente baisse - c'est le cas du terrain B dans le tableau II. Le prix de production individuel du produit additionnel est de 5F/q (25/25), le montant de la rente s'élève donc toujours à 25 tandis que le taux de surprofit baisse de 25% à 12,5%.

Enfin, lorsque le prix de production individuel du produit additionnel est inférieur au prix de production régulateur du prix de marché, le montant absolu de la rente baisse, et par voie de conséquence le taux de surprofit également. Cette baisse rencontre sa limite ultime lorsque la rente est égale à zéro. Cela signifie que le terrain sur lequel ont été accomplis les investissements successifs, est devenu le terrain le plus mauvais et que c'est désormais sur lui que se détermine le prix de production régulateur du prix de marché.

En suivant ce cas de figure, nous arrivons à un cas particulier du prix de production constant dans le cas de la rente différentielle II, celui où la hiérarchie des terres se trouve bouleversée du fait des résultats différents des investissements de capitaux successifs et des différences qui s'ensuivent dans la bonification des terres.

- TABLEAU IV -

Type	Ha	Capital	Profit	Prix de prod	Q	Prix de vente/q	Produit total F	Rente
A	I	$100+100=200$	50	250	$25+35=60$	5	300	50
B	I	$100+100=200$	50	250	$30+20=50$	5	250	0
C	I	$100+100=200$	50	250	$35+35=70$	5	350	100
D	I	$100+100=200$	50	250	$40+45=85$	5	425	175

La baisse du rendement en B, liée à un rendement croissant du capital en A entraîne un bouleversement dans la hiérarchie des terres.

Sous l'effet de l'accumulation et de la concentration d'un capital additionnel, le terrain A s'est bonifié et sa fertilité s'est accrue, tandis que le terrain B lui, s'appauvrit et voit sa fertilité diminuer. Le prix de production individuel du produit additionnel sur le terrain B est supérieur au prix de production régulateur du prix de marché, si bien que le montant absolu de la rente diminue pour tomber à zéro, dans la mesure où le prix de production individuel du produit total sur le terrain B (250/50) se trouve désormais égal au prix de production régulateur du prix de marché.

La hiérarchie des terrains s'étant bouleversée et le terrain B étant devenu le plus mauvais terrain, c'est sur lui que va se former désormais le prix de production régulateur du prix de marché, à la place du terrain A, où l'investissement additionnel de capital s'est traduit par un produit croissant. Le prix de production individuel du produit sur A s'élève désormais à $4\frac{1}{6}$ (60/250) et donc une rente différentielle apparaît sur ce terrain. Sous l'effet de l'accumulation du capital, la hiérarchie des fertilités des terrains a été modifiée.

"La rente ne saurait être l'indice constant du degré de fertilité d'un terrain puisque l'application moderne de la chimie vient à chaque instant changer la nature du terrain, et que les connaissances géologiques commencent précisément de nos jours à renverser toute l'ancienne estimation de la fertilité relative : ce n'est que depuis 20 ans environ qu'on a défriché de vastes terrains dans les comtés orientaux de l'Angleterre, terrains qu'on laissait incultes faute d'avoir bien apprécié les rapports entre l'humus et la composition de la couche inférieure.

Ainsi l'histoire, loin de donner dans la rente un cadastre tout formé, ne fait que changer, renverser totalement les cadastres déjà formés. En fait la fertilité n'est pas une qualité aussi naturelle qu'on pourrait bien le croire : elle se rattache intimement aux rapports sociaux actuels. Une terre peut être fertile cultivée en blé et cependant le prix du marché pourra déterminer le cultivateur à la transformer en prairie artificielle et la rendre ainsi infertile."

(Marx. Misère de la philosophie. in Pléiade t.I p.125)

Deux autres cas particuliers sont à considérer lorsque l'on combine la rente différentielle I et la rente différentielle II.

Le premier cas est celui où des investissements successifs plus productifs s'accompagnent de la mise en culture d'un terrain moins fertile si bien que le prix de production demeure constant.

Le deuxième cas est celui d'investissements successifs moins productifs qui s'accompagnent de l'abandon de la culture du terrain A, c'est-à-dire du terrain le plus mauvais. Dans ce cas, la baisse de productivité des investissements additionnels se trouvant compensée par l'abandon du terrain le moins fertile, le prix de production pourrait demeurer constant.

Dans le premier cas, nous aurions, par exemple, la distribution suivante :

TABLEAU V

Type	ns	Capital	Profit	Prix de prod.	produit qx	Prix/q	Produit total F.	Rente
A'	I	200	50	250	50	5	250	0
A	I	$100+100=200$	50	250	$25+30=55$	5	275	25
B	I	$100+100=200$	50	250	$30+35=65$	5	325	75
C	I	$100+100=200$	50	250	$35+40=75$	5	375	125
D	I	$100+100=200$	50	250	$40+45=85$	5	425	175

Ce tableau illustre le processus suivant : pour satisfaire une demande sociale que l'on suppose ici en nette expansion, les investissements successifs sur les terrains A, B, C et D ne suffisent pas, malgré leur productivité supérieure aux investissements initiaux.

Par conséquent, il faut mettre en culture un nouveau terrain A' qui est moins fertile que A. Le montant du capital que l'on avance sur ce nouveau terrain est égal au montant accumulé sur les autres terrains soit 200. En effet, si le terrain A' avait été mis en culture avec les terrains A, B, C et D lors du premier investissement de 100, il n'aurait peut-être fourni que 20 quintaux; la deuxième fraction du capital accumulé engendrant un produit de 30.

Cependant l'effet général de cette accumulation de 200 est de maintenir le prix de production à 5F, lequel prix de production était auparavant déterminé sur le terrain A. Il se forme maintenant sur la base des conditions de production existant sur le terrain de type A'.

De la même manière, il est possible d'envisager le retrait du terrain A de la production. Il ne resterait plus alors en présence que les terrains B, C et D et c'est sur le plus mauvais de ces terrains restants que se formerait le prix de production régulateur du prix de marché.

Dans ce cas, pour que le prix de production reste constant il faudrait que des rendements décroissants se manifestent sur le terrain B. Par exemple si avec le capital additionnel on obtenait un produit supplémentaire égal à 20, le prix de production sur le terrain B s'élèverait à 5F ($\frac{125+125}{30+20}$). La disparition du terrain A ne se serait pas traduite ici par une modification du prix de production.

Ce que nous venons de montrer là ce sont des cas particuliers qui font intervenir le mouvement de la rente différentielle I, combiné avec la rente différentielle II.

Par contre, sur la base de la seule rente différentielle II, c'est-à-dire lorsqu'on conserve le terrain A comme terrain régulateur du prix de production, ce dernier demeure constant si l'accroissement du capital engendre un accroissement identique dans le produit.

2° cas : prix de production en baisse

Le prix de production peut également baisser, et c'est là une possibilité qui a une grande importance pour le capital dans la

mesure où, étant à la recherche du maximum de plus-value, il cherche à développer la plus-value relative, et donc à abaisser le prix de production des marchandises.

Si l'on considère toujours les 4 terrains A, B, C et D dans un ordre constant, le prix de production régulateur du prix de marché ne baisse que si le produit additionnel augmente plus que proportionnellement au capital nouvellement accumulé. Si l'on combine la rente différentielle I à la rente différentielle II, le prix de production pourra baisser même si les rendements sont constants ou en baisse.

Si donc nous considérons le premier cas envisagé, c'est-à-dire en restant uniquement sur la base de la rente différentielle II, sans combiner avec la rente différentielle I, nous obtenons le tableau suivant :

- Tableau VI -

Type	Ha	Capital	Profit	Prix de prod	Qx	Prix de vente/q	Produit total F.	Rente
A	I	100+100	50	250	$25+30=55$	$4\frac{6}{11} \text{ f}$	250	0
B	I	100+100	50	250	$30+35=65$	$4\frac{6}{11} \text{ f}$	$295\frac{5}{11}$	$45\frac{5}{11}$
C	I	100+100	50	250	$35+40=75$	$4\frac{6}{11} \text{ f}$	$340\frac{10}{11}$	$90\frac{10}{11}$
D	I	100+100	50	250	$40+45=85$	$4\frac{6}{11} \text{ f}$	$386\frac{4}{11}$	$136\frac{4}{11}$

Le quintal de blé produit sur le terrain A est maintenant vendu $4\frac{6}{11}$ F contre 5F auparavant.

"Puisque le taux de productivité croît en même temps que le taux de productivité additionnel, c'est qu'il y a eu bonification du sol. Celle-ci peut consister dans l'utilisation d'une plus grande quantité de capital par acre (davantage d'engrais, de travail mécanique etc...) ou encore dans la possibilité que seul ce capital additionnel offre de réaliser l'investissement de capital de manière différente qualitativement et plus productive." (Marx. Capital III, 6 t. 8 ES p. 92)

"On constate que la rente différentielle, quand elle provient d'investissements successifs de capital sur la même étendue globale, se fond en réalité dans une moyenne : les résultats des différents capitaux déboursés ne sont plus discernables ni différentiables; ces capitaux en conséquence ne produisent pas de rente sur le terrain A mais 1°/ ils font du prix moyen du produit total, disons pour une acre de A par exemple le nouveau prix régulateur et 2°/ le tout se présente comme une modification de la quantité totale de capital par acre, qui dans les nouvelles conditions est nécessaire pour une exploitation suffisante du terrain; les divers investissements successifs, comme leurs résultats respectifs sont confondus dans la nouvelle quantité de capital requise. Puis il en va de même des diverses rentes différentielles des meilleurs terrains. Dans chaque cas elles sont déterminées par la différence entre le produit moyen du terrain considéré et le produit du plus mauvais terrain obtenu après l'augmentation du capital investi qui est maintenant devenu l'investissement normal." (idem p. 93)

Nous avons là une différence essentielle entre la rente différentielle II et la rente différentielle I. Si l'on avait mis en culture des terrains dont le produit pour un capital avancé de 100 est de 30, 35, 40, 45, cela revenait à ajouter aux terrains jusqu'alors cultivés un terrain B (produit 30), un terrain C (produit 35), un terrain D (produit 40) et un terrain E (produit 45), d'une fertilité plus grande que D. Le terrain A, le plus mauvais terrain serait resté le terrain sur lequel se forme le prix de production régulateur du prix de marché. Le prix de production serait demeuré constant à 5F. La rente totale serait de 400 contre 272^{9/10} dans le tableau ci-dessus (tableau VI).

"On voit par conséquent que la rente différentielle II comporte un élément qui n'existe pas dans la rente différentielle I, proprement dite, puisque celle-ci peut subsister indépendamment de toute modification du capital normalement investi par acre. C'est d'une part la confusion des divers investissements de capital sur le terrain régulateur A : leur produit apparaît simplement ici comme le produit moyen par acre. C'est d'autre part la modification du capital investi par acre si bien que cette modification se présente comme une propriété du sol. Enfin la manière dont le surproduit se métamorphose en rente change." (idem p.94)

Par rapport au tableau III, où nous avons étudié le cas du prix de production constant, la rente baisse; elle s'élevait à 300, tandis que désormais, son montant est de 272^{9/10} tandis que le surproduit reste constant et représente 60 quintaux. Cependant la valeur du surproduit diminue sous l'effet de la baisse du prix de production, qui tombe de 5F à 4^{6/10} F.

Dans notre cas particulier, la rente différentielle croît moins vite lorsqu'il y a rendement croissant que lorsque les prix de production demeurent constants. Mais ce n'est pas là une loi générale et nous pouvons parfaitement envisager d'autres possibilités : le taux de rente peut baisser, demeurer constant ou augmenter (le montant absolu de la rente augmentant). De plus, dans le cas d'une baisse du taux de la rente, le montant absolu de la rente peut demeurer constant voire augmenter.

Deux facteurs contribuent à l'abaissement du taux de la rente, d'une part la baisse du prix de production, d'autre part la diminution des écarts entre les terrains. Enfin, l'on peut imaginer toutes les combinaisons possibles entre les divers terrains. Diminution de la rente par hectare sur les uns, augmentation sur les autres, de telle manière que le taux général de la rente totale augmente, diminue ou reste constant.

Bien sûr, ces combinaisons ne doivent être considérées que dans l'hypothèse où le terrain A, malgré des investissements additionnels plus productifs reste le plus mauvais terrain et donc que c'est sur lui que continue à se former le prix de production régulateur du prix de marché.

Tous ces derniers développements que nous venons de considérer touchent à la critique de la théorie de Ricardo en ce qui concerne la rente différentielle II. Ricardo n'envisage qu'un seul cas, dans l'étude de la rente différentielle II, celui d'un rendement décroissant, c'est-à-dire le cas où l'injection de capitaux additionnels entraîne un accroissement du produit moins que proportionnel à l'augmentation du capital. Le prix de production s'élève. D'autre part, dans son analyse de la rente différentielle II, Ricardo ne fait que reconduire l'analyse de la rente différentielle I; il en fait quelque

chose de très simple sans montrer les différences entre les deux types de rente. Ainsi par exemple, il ne tient pas du tout compte de l'égalisation qui intervient entre les divers capitaux et leurs divers produits. Il ne retient que le rendement additionnel du capital additionnel pour déterminer le prix de production. Il traite les investissements supplémentaires sur le même terrain (base de la rente différentielle II), de la même manière que les investissements extensifs, c'est-à-dire les investissements sur de nouveaux terrains, base de la rente différentielle I. Enfin les aspects spécifiques de la formation du surprofit qui sont liés à l'accroissement du capital, à l'introduction de techniques supérieures et/ou à l'emploi d'une plus grande masse de capital, aspects qui sont particulièrement importants dans le cadre de la rente différentielle II, sont totalement négligés. Ricardo en vient même par moments, à généraliser sa théorie de la rente différentielle II à tous les secteurs de l'industrie.

"La valeur échangeable d'une denrée quelconque, qu'elle soit le produit d'une manufacture, d'une mine ou de la terre, n'est jamais réglée par la plus petite somme de travail nécessaire pour sa production dans les circonstances extrêmement favorables, et qui constituent une sorte de privilège. Cette valeur dépend au contraire de la plus grande quantité de travail industriel que sont forcés d'employer ceux qui n'ont point de pareilles facilités et ceux qui, pour produire, ont à lutter contre les circonstances les plus défavorables, celles sous l'influence desquelles il est plus difficile d'obtenir la quantité nécessaire de produits."

(Ricardo. Principes de l'économie politique. p.50)

Si nous combinons la rente différentielle II et la rente différentielle I, on peut obtenir un prix de production en baisse dans le cas où le taux de productivité des capitaux additionnels reste constant ou baisse. Ces deux cas supposent l'élimination du terrain A, les meilleurs terrains B,C et D suffisant à satisfaire la demande sociale.

Supposons par exemple le tableau suivant :

- TABLAU VII -

Type	Ha	Capital	Profit	Prix de prod.	Produit
A	I	100 + 100 = 200	50	250	25 + 20 = 40
B	I	100 + 100 = 200	50	250	30 + 25 = 55
C	I	100 + 100 = 200	50	250	35 + 30 = 65
D	I	100 + 100 = 200	50	250	40 + 35 = 75

Sur tous les terrains le rendement des capitaux additionnels est en baisse et si le terrain A continue d'être nécessaire pour satisfaire le besoin social, le prix de production devrait s'élever. Supposons cependant que la demande sociale de blé ne s'élève plus désormais qu'à 195 quintaux. Dans ce cas, le terrain A n'est plus

mis en culture, et c'est le terrain B qui se trouve être désormais le plus mauvais terrain. C'est sur celui-ci que se forme le prix de production régulateur du prix de marché. Nous obtenons alors la situation suivante :

- TABLEAU VIII -

Type	Ha	Capital	Profit	Prix de prod.	Produit	Prix de vente/q	Produit total F.	Rente	Taux de surprofit
B	I	100+100	50	250	55	4 ^{6/11}	250	0	0
C	I	100+100	50	250	65	4 ^{6/11}	295 ^{5/11}	45 ^{5/11}	22 ^{5/11} %
D	I	100+100	50	250	75	4 ^{6/11}	340 ^{10/11}	90 ^{10/11}	45 ^{5/11} %

Le prix de production baisse et passe de 5 F à 4^{6/11} F alors que le rendement des capitaux additionnels baisse. Ce cas montre bien qu'en combinant la rente différentielle I avec la rente différentielle II, on peut obtenir une baisse du prix de production même si les rendements sont décroissants et a fortiori s'ils sont constants.

Lors des luttes paysannes des années 1960 on pouvait lire ce type de revendications : "en 1920 on pouvait acheter une lessiveuse pour le prix d'un sac de blé, en 1960, il en faut trois sacs". Du point de vue de la théorie communiste, cela signifie simplement que les prix relatifs du blé ont baissé par rapport à ceux des produits manufacturés. En d'autres termes, durant le XX^e siècle l'agriculture a comblé une partie de son retard sur l'industrie (I).

(Une étude plus détaillée de ce phénomène montrerait que c'est surtout à partir de 1945 et plus encore avec la perte des colonies et de l'Algérie en 1962 que s'effectue ce rattrapage). Cela signifie que la valeur du blé a baissé relativement plus que celle des produits industriels. Cette baisse est engendrée en premier lieu par l'apparition de rendements croissants sous l'effet de l'accumulation du capital dans l'agriculture. (Tandis que les rendements étaient d'environ 10 quintaux à l'hectare en moyenne dans les années 1890, le rendement moyen à l'hectare dépassait 40 quintaux en 1975).

D'un autre côté, comme nous l'avons vu dans notre N°6 (Mai 79), la quantité de terre consacrée à la production de blé passe en France de 7 150 000 Ha en 1892 à 6 500 000 en 1912-14, 5 200 000 en 1920-29 et à 4 000 000 Ha en 1969-71. Par conséquent il y a eu réduction des terres cultivées en blé et la production s'est concentrée sur les meilleures terres, tandis que la situation de celles-ci s'est améliorée (création de marchés locaux, progrès dans les moyens de transport et de communication). L'écart relatif entre les terres diminue et ce facteur favorise la baisse de la rente foncière que d'un autre côté l'accumulation du capital tend à faire augmenter.

(I) Ce phénomène avait été parfaitement prévu par Marx :

"Dans l'ensemble il faut supposer que dans le mode de production agricole primitif, parceque la nature y coopère, faisant office de machine et d'organisme, alors que dans l'industrie les forces naturelles ne sont pas remplacées, à peu près exclusivement que par la force humaine (comme dans l'industrie artisanale etc...) dans la phase de développement impétueux de la produc7.

En effet, si nous nous plaçons dans le cas où la hiérarchie des terres ne subit pas de modification, c'est-à-dire que le rendement des capitaux additionnels a le même taux d'accroissement sur tous les types de terrains, si bien que l'écart relatif entre eux n'est pas modifié, que les rendements soient croissants ou décroissants, la rente totale sera la même quel que soit le type de rendement pour un même capital additionnel sur chaque terrain. Elle augmentera dans la même proportion que le prix de la production agricole sur le plus mauvais terrain, ou que l'accumulation du capital, si nous supposons un taux de profit constant.

Nous avons vu, lorsque nous avons étudié l'hypothèse des prix de production constants, que, la rente ayant doublé, l'écart relatif entre les terres demeurerait inchangé. L'augmentation de la rente est alors strictement proportionnelle à l'augmentation de la valeur de la production agricole sur le plus mauvais terrain.

Mais ce phénomène est tout aussi vrai lorsque la productivité des capitaux additionnels est croissante ou décroissante. La rente différentielle I ou II est fonction, non du rendement absolu, mais de la différence de rendement entre les divers terrains.

"Les rentes ne se comportent pas comme les degrés de fertilité, mais comme les différences de fertilité, calculées à partir du terrain sans rente qui est pris comme point zéro."

(Engels Capital III, 6 ES t.8 p.102)

Dans notre tableau de départ (Tableau I), les rentes sont dans le rapport 0, 1, 2, 3, tandis que le degré de fertilité est dans le rapport I; 1.2; 1.4; 1.6 (soit 25/25; 30/25; 40/25).

Dans le cas d'une productivité constante des capitaux additionnels le degré de fertilité augmente proportionnellement sur chaque terrain en fonction de l'augmentation du capital. Le capital a doublé, la fertilité absolue a doublé également. Les différences entre les terrains restent dans le rapport 1, 2, 3 mais l'écart absolu a doublé; et comme le prix de production reste constant, le montant total de la rente double.

(suite de la note I p.19)

tion capitaliste la productivité de l'industrie se développe de manière accélérée par rapport à l'agriculture, mais bien que son développement présuppose que dans l'agriculture des variations importantes en rapport capital constant capital variable se soient déjà produites, c'est-à-dire qu'une masse de gens ait été chassée de l'agriculture. Ensuite la productivité progresse dans les deux domaines, mais d'un pas inégal. Toutefois, à une certaine apogée de l'industrie, la disproportion doit nécessairement diminuer, c'est-à-dire la productivité augmenter plus vite que celle de l'industrie. Cela implique 1°/ le remplacement du fermier paresseux par le business-man, le capitaliste fermier, la transformation des cultivateurs en salariés purs et simples, la pratique de l'agriculture à une grande échelle, donc avec concentration de capitaux; 2°/ mais surtout : la base proprement scientifique de la grande industrie, la mécanique qui en un certain sens était achevée au 18^e siècle. C'est seulement au 19^e siècle, dans les dernières décennies plus précisément, que se développent les sciences qui fournissent directement à un haut degré des bases spécifiques aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie, la chimie, la géologie, la physiologie."

(Marx. Théories sur la plus-value t.2 pp.II6-II7)

Si l'écart relatif entre les degrés de fertilité s'accroît, que ce soit sous l'action de l'accumulation du capital ou par le jeu de la rente différentielle I, c'est-à-dire en ajoutant des terrains d'une fertilité moindre, la rente différentielle augmente plus que proportionnellement à l'augmentation de la valeur de la production agricole sur le plus mauvais terrain.

Si l'écart relatif entre les divers terrains (pour un capital égal) se rétrécit, que ce soit par l'effet des investissements successifs qui rapprochent certains terrains ou par l'élimination des terrains les plus mauvais, la rente différentielle augmente moins que proportionnellement à la valeur de la production agricole sur le terrain le plus mauvais (la rente peut même baisser par le jeu de la combinaison entre rentes différentielles I et II).

Si la somme indiquant les divers degrés de fertilité : I; I.2; I.4; I.6; soit : $I + I.2 + I.4 + I.6 = 5.2$ augmentait, il y aurait augmentation de l'écart relatif entre les fertilités et donc augmentation plus que proportionnelle de la rente (dans le strict cadre de la rente différentielle II, c'est-à-dire sans ajouter ou retrancher de nouveaux terrains, et pour des capitaux égaux sur chaque type de terrain de superficie identique).

Il y aurait diminution de l'écart relatif entre les terrains si cette somme diminuait. Enfin l'écart reste constant si cette somme reste identique, ce qui n'exclut d'ailleurs pas des bouleversements dans la hiérarchie des terrains, ni des modifications partielles. Dans ce cas, sur les terrains considérés, la rente augmenterait relativement plus ou moins que la valeur de la production sur le plus mauvais terrain, mais la rente totale et le prix général de la terre augmenteraient dans la même proportion.

3^e cas : prix de production en hausse

Le cas où le prix de production est en hausse est un cas très important. Pour le capital, les conséquences d'une hausse des prix de production sont très néfastes puisqu'elles amènent une baisse du taux d'exploitation d'une part et d'autre part du taux de profit, en raison même de la baisse du taux d'exploitation, mais aussi en raison de la hausse des éléments du capital constant.

L'on a souvent tendance à considérer (à tort) que l'agriculture fait partie du secteur II (secteur des moyens de consommation individuels), alors que pour la plus grande partie de sa production, l'agriculture rentre dans le secteur I (secteur des moyens de production) en fournissant des matières premières qui vont être transformées par des industries (en général celles du secteur II). Il en va ainsi du houblon pour la bière, du coton pour l'industrie textile, du blé pour les minoteries et les boulangeries et pour l'alimentation des animaux qui passent par des abattoirs industriels avant d'arriver sur la table du consommateur, ou qui fournissent le lait. Dans l'ensemble, les diverses industries alimentaires dépendent de l'agriculture comme secteur fournissant des moyens de production.

Si nous nous situons comme à l'habitude, dans le strict cadre de la rente différentielle II c'est-à-dire en considérant des investissements de capitaux successifs de même grandeur sur chaque terrain ayant la même superficie, nous aurons, par rapport à notre situation de départ, le tableau suivant :

Type	Ha	Capital	Profit	Qx	Prix de prod	Produit total F.	Rente
A	I	100+100 = 200	50	25+20 =45	5 ^{2/3}	250 ^{5/3}	0
B	I	100+100 = 200	50	30+25 =55	5 ^{5/3}	305 ^{5/3}	55 ^{5/3}
C	I	100+100 =200	50	35+30 =65	5 ^{5/3}	361 ^{1/3}	111 ^{1/3}
D	I	100 +100 = 200	50	40+35 =75	5 ^{5/3}	416 ^{2/3}	166 ^{2/3}
		800		240		1333 ^{1/3}	333 ^{1/3}

L'écart relatif entre les terrains s'est accentué; il était dans le rapport I; 1.2 ; 1.4; 1.6; il est désormais dans le rapport I; 1^{2/3}; 1^{4/3}; 1^{1/3}.

La différence entre les produits a doublé; elle passe de 30 quintaux à 60 quintaux, et comme le prix de production s'élève sous l'effet de la productivité décroissante du capital, la rente totale fait plus que doubler, elle passe de 150 F à 333^{1/3} F.

Le prix de production régulateur se forme toujours sur le terrain A, terrain le plus mauvais. Auparavant un capital de 125 F entraînait la création d'un produit de 25 quintaux, soit un prix de production de 5F/q. Désormais il faut un capital de 250 F pour produire 45 quintaux de blé, dont le prix s'élève à 5^{5/3} F. le quintal.

Si maintenant nous combinons la rente différentielle I avec la rente différentielle II, nous pouvons obtenir un prix de production en hausse, alors que la productivité des capitaux est constante, voire même croissante. Cela suppose qu'un nouveau terrain plus mauvais que le terrain A a été mis en culture et que c'est sur ce terrain que se forme désormais le prix de production régulateur du prix de marché.

Même si la productivité des capitaux est en hausse, si cette hausse est insuffisante pour amener la production du terrain A', plus mauvais que A, au niveau de l'ancien prix de production régulateur qui se formait sur le terrain A, on a hausse du prix de production régulateur tout en ayant hausse de productivité du capital additionnel. A fortiori, si la productivité reste constante, le prix de production augmentera.

L'histoire récente a illustré avec force ce cas de la théorie de la rente foncière -c'est-à-dire le cas d'une hausse du prix de production (1) - avec la hausse des prix du pétrole.

(1) C'est le seul cas prévu par la théorie de Ricardo. Contrairement à ce qu'affirme H. Le Floch, dans "L'économie politique agraire de K.Marx", la position de Marx dans "Misère de la Philosophie" n'est pas simplement reprise de Ricardo, et n'élimine pas purement et simplement la possibilité d'un progrès de la productivité - il en fait même la raison de la lutte entre propriétaires fonciers et capitalistes. Si la théorie de la rente foncière n'est pas alors (1847) intégralement développée (dans une lettre à Engels de 1851), Marx va pousser plus avant la réflexion), ses prémisses existent déjà dans "Misère de la Philosophie". Marx y répondait à Proudhon :

5.3 PETROLE ET RENTE DIFFERENTIELLE

Les matières premières, nous l'avons souligné dans notre N°9, dans les thèses consacrées à l'impérialisme, jouent un rôle extrêmement important dans l'accumulation du capital et la détermination du taux de profit : "Toutes circonstances égales d'ailleurs, le taux de profit est en raison inverse du taux des matières premières." (Marx, p.925 Pléiade t.II)

En effet, comme le note Marx :

"La masse et la valeur des machines employées augmentent avec le développement de la productivité du travail, mais non dans la même proportion qu'elle, c'est-à-dire non pas en raison de la multiplication du produit fourni par ces machines... Dans la mesure où se développe la productivité du travail, la valeur de la matière première constitue un élément sans cesse croissant de la valeur du produit marchandise; et cela non seulement parcequ'elle entre en totalité dans cette valeur, mais parceque dans chaque partie aliquote du produit total, la partie représentant l'usure des machines, et celle qui est fournie par le travail nouvellement ajouté sont toutes deux en diminution constante. Par suite de cette tendance à la baisse, il y a augmentation proportionnelle de l'autre partie de la valeur qui représente la matière première à moins que cette augmentation ne soit annulée par une diminution proportionnelle de la valeur de la matière première, diminution due à la productivité croissante du travail employé pour produire cette matière première." (id. p.923)

Avec le développement de la production capitaliste, le prix des matières premières revêt une importance croissante. Il y a quelques années, Nigel Harris, l'un des théoriciens du groupe anglais International Socialism, issu du trotskysme en 1947 en Grande-Bretagne (tout comme Socialisme ou Barbarie en France, dont on connaît la trajectoire contre-révolutionnaire), pourfendait la théorie communiste de l'impérialisme en déclarant que désormais l'impérialisme ne dépendait plus tellement des matières premières, la valeur de celles-ci ne représentant qu'une partie des importations. (Dans le même texte, on avait également une prévision rigoureuse selon laquelle les pays producteurs de pétrole ne parviendraient jamais à s'unir pour imposer leurs prix aux pays importateurs)

(suite de la note I p.22)

"En quoi consiste, en général, toute amélioration, soit dans l'agriculture, soit dans la manufacture ? C'est à produire plus avec le même travail, c'est à produire autant, ou même plus avec moins de travail. Grâce à ces améliorations, le fermier est dispensé d'employer une plus grande quantité de travail pour un produit proportionnellement moindre. Il n'a pas besoin alors de recourir à des terrains inférieurs et des portions de capital appliquées successivement au même terrain, restent également productives. Donc ces améliorations, loin de faire hausser continuellement la rente, comme dit Mr Proudhon, sont au contraire autant d'obstacles temporaires qui s'opposent à sa hausse.

Les propriétaires anglais du XVII^e siècle sentaient si bien cette vérité qu'ils s'opposèrent aux progrès de l'agriculture de crainte de voir diminuer leurs revenus."

(Misère de la philosophie. Pléiade t.I p.28)

Et d'enterrer Marx et Lénine sous les applaudissements de tous les chercheurs de nouveautés et les partisans du dépassement du programme communiste. (Il est d'ailleurs significatif que l'édition française de "L'impérialisme aujourd'hui" de Harris, ait été l'oeuvre de rescapés de SouB).

Une telle argumentation ne fait que démontrer le poids avec lequel l'impérialisme mondial a pu et peut peser sur les prix des matières premières et limiter leur renchérissement. Si on la poussait jusqu'à l'absurde, cela reviendrait à dire que si l'impérialisme obtenait gratuitement les matières premières, il n'en dépendrait plus du tout. Autant dire que l'humanité pourrait se passer du soleil étant donné qu'il ne représente aucune dépense dans les postes de la balance commerciale. En fait, si l'on en croit "Le Monde", la dépendance de la France "en ce qui concerne son approvisionnement en matière premières apparaît évidente à la lecture de certains postes de sa balance commerciale : le pétrole naturellement, mais aussi le cuivre, par exemple, qui a coûté 1,7 milliard d'importations en 1978. Mais la France est également dépendante de l'extérieur pour une série de matières dont le poids sur la balance commerciale n'est pas nécessairement très élevé, mais qui revêtent un caractère stratégique marqué et sont importés en totalité : citons le manganèse, nécessaire à la production d'acier ordinaire et à la métallurgie des alliages d'aluminium; le silicium indispensable à l'industrie électronique; le platine catalyseur pour l'industrie pétrochimique et agent de la lutte contre la pollution (pots d'échappement des automobiles); le chrome, irremplaçable pour la production des aciers inoxydables; le vanadium employé pour le gainage des barres de combustible nucléaire et l'élaboration des aciers de coupe.

N'oublions pas le molybdène utilisé pour la fabrication d'aciers spéciaux destinés aux industries d'armement (tuyères de réacteurs, pièces de guidage pour fusées) de même que le cobalt qui a les mêmes usages; l'éponge de titane absolument indispensable à l'industrie aéronautique et le zirconium, composant indispensable de la partie combustible des réacteurs nucléaires. Toute rupture d'approvisionnement sur les matières premières peut avoir des conséquences graves, jusqu'à affecter des filières de production complètes, que ce soit au niveau des prix ou à celui des quantités."

(Le Monde - Bilan économique et social 1980)

Parmi ces matières premières, le pétrole, étant donné son rôle dans la production de l'énergie et de nombreux produits industriels a une importance toute particulière, soulignée par l'histoire récente.

Tout comme pour le blé, c'est le temps de travail social nécessaire pour produire le pétrole dans le cadre des gisements les moins productifs et les plus mal situés qui détermine le prix de production régulateur du prix de marché. Ce processus s'effectue au niveau d'une nation. Par contre sur le plan international, nous l'avons vu brièvement dans le N°9, il y a péréquation des valeurs nationales ou plutôt des prix de production nationaux en un prix de production international. Celui-ci étant égal à la moyenne des prix de production. Il faut cependant prendre garde au fait qu'une heure de travail productif dans un pays capitaliste plus développé représente plus de valeur qu'une heure de travail dans un pays capitaliste moins développé. Le jeu contradictoire des différences de fertilité des gisements (ou des terrains) peut compenser ou amplifier les différences dans la hiérarchie des forces productives, c'est ce que notait Marx à propos de la concurrence entre l'Angleterre et la

Russie pour les produits agricoles.

"Cela ressort du fait que des pays comme la Russie etc... peuvent concurrencer efficacement l'Angleterre en ce qui concerne les produits agricoles. La moindre valeur de l'argent dans les pays riches (c'est-à-dire le coût relativement moindre de sa production pour les pays riches) ne pèse en l'occurrence nullement dans la balance. Car il s'agit justement de se demander pourquoi elle n'affecte nullement les produits industriels dans leur concurrence avec les pays pauvres, alors qu'elle affecte leurs produits agricoles."
(Marx. Théories sur la plus-value t.2 p.13)

Durant toute une période qui va jusqu'en 1950 les cartels de pétrole s'approprièrent le profit moyen et pouvaient même réaliser des profits extra dans la mesure où ils déterminaient entièrement le marché, contrôlant le volume et les prix de la production, ils obtenaient en outre la plus grande partie de la rente différentielle, une part très faible de celle-ci revenant aux bourgeoisies nationales des pays producteurs (I).

En ce qui concerne l'existence d'une rente absolue - théorie que nous étudierons ultérieurement - rappelons que si au niveau de l'exploration, du transport, du raffinage ou de la distribution, la composition organique du capital est très élevée, et exige d'énormes masses de capitaux, il n'en va pas de même au niveau de la production. Son existence est de plus attestée par le fait que les sociétés payaient un loyer proportionnel à la surface de leurs concessions, même si ce loyer était relativement minime en comparaison des sommes obtenues par la fiscalité.

Garant de l'intérêt général du capital, l'Etat des pays impérialistes va tâcher de limiter le pouvoir des sociétés pétrolières en les imposant et en créant des sociétés nationales dans le but d'obtenir le pétrole brut moins cher et d'assurer une plus grande indépendance dans l'approvisionnement.

Dans la mesure où l'on parvenait à faire baisser les prix et en cela l'impérialisme occidental fut aidé par l'impérialisme russe en quête d'exportations sur le marché mondial, l'on favorisait le taux de profit, et l'accumulation du capital total, la recherche du maximum de plus-value, même si l'on rognait les privilèges des sociétés pétrolières.

Durant toute cette période les prix de production diminuent, favorisant la généralisation de l'utilisation du pétrole comme source d'énergie.

C'est contre cette baisse que les pays exportateurs vont essayer de lutter dans la mesure où elle se traduit pour eux par une baisse de la partie de la rente différentielle qu'ils obtiennent en sus de la rente absolue. Dans le contexte de l'époque il leur est impossible d'agir sur les prix aussi cherchent-ils à récupérer la rente différentielle par le biais de la fiscalité. (Mise en place d'une redevance 12,5% du prix affiché, et impôt sur les bénéfices 55% minimum). Cette

(I) Hormis les Etats-Unis et l'URSS, les zones de consommation sont différentes des zones de production, le pétrole représentant la moitié des échanges qui se font par la voie maritime. Il existe deux grandes zones d'importation, l'Europe et le Japon mais depuis quelques années les Etats-Unis importent une part croissante de leur consommation.

fiscalité devient la norme pour tous les pays exportateurs à partir de 1972. Mais la plus grande part du profit et du surprofit revient encore à cette date à l'impérialisme.

Cette phase de baisse des prix va s'achever au début des années 70 et le renversement de tendance apparaît spectaculairement en 1973-1974, lorsque l'OPEP parvient à obtenir un quadruplement des prix du pétrole. Le retentissement est d'autant plus important que cette hausse des prix intervient alors que la plus grave crise cyclique de l'après-guerre a déjà débutée aux Etats-Unis, et elle contribue à aggraver la crise mondiale dans la mesure où cette hausse accentue la baisse du taux de profit.

Cette conjonction d'évènements fut l'occasion toute trouvée pour la bourgeoisie de désigner un bouc émissaire à la crise qui travaille la société capitaliste (I) mais l'augmentation des prix du pétrole (les matières premières en général firent d'ailleurs un bond, les prix des matières premières importées en France augmentant de 13% en 1972 et de 50% en 1973 avant l'enchérissement du pétrole), bien que contribuant à aggraver la crise, ne fut pas à l'origine de celle-ci et ne fut pas non plus la cause de l'accélération de la hausse des prix, celle-ci ayant débuté bien avant. En tout état de cause, la "crise du pétrole" a été partout une arme de choix aux mains de la bourgeoisie pour faire porter le poids de la crise sur la classe ouvrière, à grand renfort de plans d'austérité et de consignes d'économie.

Il n'en demeure pas moins que cette hausse qui signifie que les gisements deviennent moins productifs et donc qu'il est nécessaire dans le cadre des plus mauvais gisements de dépenser un temps de travail social moyen plus important qu'auparavant pour produire un baril de pétrole, fut l'occasion pour la bourgeoisie des pays producteurs, de s'emparer de la totalité de la rente différentielle, laquelle, sous l'effet de la hausse des prix augmentait énormément. La bourgeoisie ne put s'emparer de la totalité de cette rente différentielle qu'en prenant le contrôle de la production et du même coup obtenait également le profit lié à la production du pétrole. Les positions de l'impérialisme n'étant guère affectées dans les autres domaines, exploration, raffinage, transport, distribution. D'autre part cette nationalisation de la production, lorsqu'elle est intervenue ne constituait pas pour le capital mondial une mauvaise opération dans la mesure où elle libérait, en abolissant la rente absolue, les investissements dans la production de pétrole, investissements qui, avec les nouvelles conditions de production (le pétrole à produire étant plus difficile d'accès) exigent des capitaux volumineux avec une composition organique beaucoup plus élevée.

Si la propriété foncière entravait dans une certaine mesure ces investissements, la nationalisation les libèrent. Pour la bourgeoisie des pays producteurs, la perte de la rente absolue est largement compensée par l'obtention de la rente différentielle et du profit

(I) Pour sa gouverne personnelle, le lecteur pourra jeter un oeil sur l'article de Lénine "A propos de la "faim de pétrole"." (T.I9 p.23). Parlant de l'époque où l'Amérique et la Russie étaient les principaux producteurs mondiaux, Lénine dénonce les arguments du ministre du commerce et de l'industrie russe qui faisait passer l'augmentation des prix du pétrole par plus de 6 en 10 ans en Russie, pour un phénomène lié à l'accroissement de la demande alors que pour une bonne part il s'agissait de manoeuvres des cartels pétroliers.

capitaliste. Pour l'impérialisme, une partie de ces coûteux investissements est abandonnée à la bourgeoisie des pays producteurs qui désormais prend à sa charge l'extraction d'un pétrole tendanciellement plus coûteux tandis que l'impérialisme engage ses capitaux dans de nouvelles sources d'énergie.

Cette hausse brutale du prix du pétrole a également révélé une fois de plus l'anarchie propre au mode de production capitaliste et son incapacité à gérer rationnellement les ressources de la planète. Tant que le pétrole a été à bas prix, on en a fait un usage sans retenue, et désormais, surpris par un renversement de tendance qui a bousculé toutes les prévisions sur les sources d'énergie, l'impérialisme tente à sa façon d'économiser ce qu'il a gaspillé sans compter (ce qui se traduit par de nouvelles anarchies). Tout ceci démontre une fois de plus que le MPC fait un gaspillage énorme de matières premières étant donné que son but n'est pas de satisfaire des besoins humains, mais d'extorquer le maximum de plus-value.

Jusque dans une certaine mesure cette hausse fut acceptée avec une certaine bienveillance par l'impérialisme américain. Celui-ci sachant qu'il allait devoir importer des quantités croissantes de pétrole, voyait dans l'augmentation de celui-ci un bon moyen de pouvoir exploiter un grand nombre de ressources naturelles (schistes bitumineux par exemple) dont il dispose, mais qu'il ne pouvait pas mettre en valeur, ces investissements ne pouvant être rentables tant que le prix du pétrole était celui d'avant 1973. Il ne s'agit en effet nullement d'un épuiement physique des ressources énergétiques de la planète mais de la rareté de celles-ci à un certain niveau de prix, et c'est la seule chose qui intéresse le capitaliste.

Cette hausse fut également une bonne occasion pour l'impérialisme américain de "punir" ses concurrents européens et japonais qui remettaient en partie en cause son monopole. Dans la mesure où la hausse aggravait la baisse du taux de profit et la crise chez ses concurrents. Bien entendu cette hausse affecte aussi l'économie américaine mais dans une bien moindre mesure. D'une part la baisse du taux de profit est compensée en partie par l'augmentation des surprofits réalisés par les producteurs de pétrole nationaux (les Etats-Unis sont parmi les plus grands producteurs mondiaux), d'autre part le pétrole importé par les Etats-Unis ne leur revient pas aussi cher que l'on croit, l'impérialisme américain étant le plus grand faux monnayeur de toute l'histoire universelle, il dispose en effet du privilège de battre monnaie pour le monde entier, et donc de pouvoir payer en partie son pétrole en faisant fonctionner la planche à billet, avantage que n'ont pas ou alors dans une mesure qui ne souffre pas de comparaison, les autres nations impérialistes.

La hausse du prix du pétrole n'est pas un phénomène purement contingent comme il s'en produit sous l'effet de modifications brutales dans les rapports de l'offre et de la demande mais à un caractère beaucoup plus profond impliquant des reconversions complètes de l'appareil industriel capitaliste. Il est alors ridicule d'affirmer comme le fait R. Victor dans la Revue Internationale N°19 du CCI qu'il s'agit d'une gigantesque spéculation qui n'aurait pas de fondement réel dans la production.

Au passage, ce texte d'une profonde inanité nous montre que les connaissances qu'a le CCI des phénomènes de la production capitaliste ne dépasse guère celle que peut avoir un boutiquier de village. Dans la mesure où le prix du pétrole augmente, le taux de profit, toutes choses égales par ailleurs, baissera en relation; pour s'opposer à cette baisse, le capital s'efforce de faire jouer un certain nombre de contre-tendances, qu'il n'est pas utile de détailler ici. Mr Victor lui, ne connaît que deux moyens, dont celui-ci : répercussion de l'

augmentation des frais dans le prix de vente (op. cit. p.5). Or, d'une part, il est évident que, la valeur du capital constant augmentant, la valeur totale du produit, toutes choses égales par ailleurs, augmente, tout en signifiant une baisse du taux de profit. Et d'autre part si l'on veut dire par là que l'on augmente les prix de manière à maintenir les taux de profit, cela peut avoir un sens pour le capitaliste individuel, mais cela n'en a aucun du point de vue du capitaliste total, le prix de production étant égal à la valeur. Il faut être victime de l'illusion engendrée par la concurrence pour prôner une telle solution.

En outre, Mr Victor, pour montrer que la crise n'est pas celle du pétrole, prend l'exemple de la Grande-Bretagne "qui a réussi à éliminer le problème du pétrole grâce à l'exploitation de gisements propres." (p.5). Sous prétexte que la Grande-Bretagne n'a plus besoin d'importer du pétrole, grâce à ses gisements de la Mer du Nord, Mr Victor se figure qu'elle a maîtrisé le problème du coût du pétrole, alors que celui-ci représente une dépense de travail tout aussi importante que s'il était échangé au dehors. Pour justifier une telle affirmation, il aurait fallu pouvoir montrer que le prix de production du pétrole anglais est dérisoire en regard du prix mondial, permettant ainsi à l'Angleterre d'acquiescer de grosses rentes différentielles. Or il est peu probable qu'il en soit ainsi, les gisements pratiqués étant justement parmi les plus mal situés. De ce fait il est peu probable que le "problème du pétrole" soit éliminé aussi facilement que le pense Mr Victor en Grande-Bretagne.

oOo

Compte tenu de l'ampleur des développements du texte sur la rente différentielle II, nous n'avons pas pu intégrer à ce numéro la suite du texte sur la crise dont la première partie est parue dans le N°3.
Notre N° II sera entièrement consacré à l'édition remaniée et complétée des "thèses de travail" déjà parues, en partie, dans le N° 6 d'Invariance ancienne série, en 1969.
Le texte sur la crise sera donc poursuivi dans le numéro 12.

5.4 RENTE DIFFERENTIELLE SUR LE PLUS MAUVAIS TERRAIN

Jusqu'à présent nous avons analysé la rente différentielle II dans son cadre théorique le plus approprié. Sur des terrains de qualité différente et de superficie égale l'on investissait successivement des masses égales de capitaux (les remarques de Marx à propos de Ricardo, sur le cadre théorique de l'étude de la rente (cf. p.1316 Pléiade t.2) s'appliquent aussi bien à la rente différentielle I qu'à la rente différentielle II).

Nous devons maintenant considérer le cas où le capital est inégalement réparti sur les divers terrains et nous envisagerons principalement le cas très intéressant où, étant donné cette inégalité, une rente différentielle se manifeste sur le plus mauvais terrain.

Nous avons déjà vu que les capitaux qui sont plus productifs que la moyenne pouvaient obtenir un surprofit tandis que ceux qui sont moins productifs que la moyenne ne parvenaient pas à obtenir le taux de profit moyen. Comme nous l'avons rappelé, ce processus est tout aussi valable pour l'agriculture que pour l'industrie. Mais dans l'agriculture le capitaliste n'est pas forcément assuré de s'emparer des surprofits, ceux-ci pouvant se métamorphoser en rente foncière sous l'action de la propriété foncière, ce qui permettra à la classe des propriétaires fonciers de s'engraisser.

La lutte pour l'obtention de ces surprofits formel'enjeu de la lutte entre capitalistes et propriétaires fonciers et constitue l'un des facteurs les plus puissants du retard de l'agriculture sur l'industrie. Si les capitalistes ne sont pas assurés de pouvoir récupérer les surprofits qu'ils peuvent obtenir en introduisant de nouvelles méthodes de production, en bonifiant les terrains, en incorporant du capital fixe à la terre, ils seront tentés de différer leur investissement, l'accumulation du capital aura alors moins d'ampleur dans l'agriculture et celle-ci retardera sur l'industrie.

Cette lutte se manifeste notamment concrètement par la lutte sur la durée du bail. Plus celui-ci est court et plus le propriétaire foncier est assuré de pouvoir s'emparer des surprofits qui surgissent d'une bonification des terrains due à un capital fixe incorporé à la terre - drainages, fertilisants etc... Inversement le capitaliste ne sera tenté de faire un investissement de longue durée que si la durée du bail est suffisamment grande pour qu'il puisse amortir son capital et récupérer les surprofits qu'il peut espérer du capital ainsi accumulé, dans la mesure où celui-ci permettrait une productivité du travail supérieure à la moyenne sociale déterminée.

Si pendant toute la durée du bail le capitaliste est libre de l'investissement (sauf clauses spéciales prévues au contrat) et s'il peut donc s'emparer des surprofits à l'échéance du bail, le capital incorporé dans la terre devient la propriété du propriétaire foncier. L'intérêt du propriétaire est donc de raccourcir la durée du bail au maximum tandis qu'à l'inverse le capitaliste cherche à l'allonger. Plus le rapport de forces est en faveur du propriétaire foncier, moins la classe des capitalistes est tentée de mettre en valeur la terre, l'accumulation du capital fixe nécessaire, de la terre-capital comme dit Marx, entraînerait trop de risques pour le capitaliste. Il s'ensuit un retard de l'agriculture d'autant plus important que le pouvoir des propriétaires fonciers est plus fort.

Un autre facteur - nous le verrons plus tard - pousse les propriétaires fonciers à entraver le développement de l'agriculture, c'est la rente absolue qu'ils peuvent obtenir sur tous les terrains et celle-ci est d'autant plus élevée que le retard entre l'agriculture et l'industrie est important. Par conséquent la théorie de la rente

différentielle II sur ce point s'articule avec celle de la rente absolue ceci fera l'objet d'une étude plus approfondie dans un numéro ultérieur).

En cherchant à s'emparer des surprofits, qu'ils convertissent en rente, et également du capital fixe incorporé à la terre, les propriétaires fonciers peuvent donc freiner le développement du capital, de l'accumulation du capital dans la sphère agricole. Bien entendu, pour ce qui est de la rente différentielle II, cela ne concerne que le capital incorporé à la terre (bâtiments, canalisations, drainages, engrais, fertilisants etc...). Un fermier qui achèterait par exemple une moissonneuse batteuse obtiendrait un surprofit par rapport aux autres capitalistes agricoles, mais à l'issue du bail le propriétaire foncier ne pourrait s'approprier ni le capital ni les surprofits. La généralisation de ce type de progrès technique abaisserait le coût de production du blé et son prix de production. De cette manière l'on augmenterait le taux de la plus-value relative tout en abaissant la rente foncière. Il est bien évident que ce type de machines ne fait que diminuer le temps de travail sans modifier en quoi que ce soit les rendements ou la qualité de la terre. La rente foncière est toujours identique en produit, mais elle baisse en argent.

"Les surprofits et leurs différents taux pour différentes fractions de capital sont formés de la même manière dans les deux cas. Et la rente n'est qu'une forme de ce surprofit qui constitue sa substance. Mais dans la deuxième méthode il y a, à coup sûr, des difficultés quant à la transformation du surprofit en rente, ce changement de forme qui implique le transfert des surprofits du fermier capitaliste au propriétaire du sol. C'est ce qui explique l'hostilité obstinée des fermiers anglais à toute statistique agricole officielle et leur lutte contre les propriétaires fonciers à propos de la détermination du rendement réel de leurs investissements (Morton). La rente est en effet fixée lorsque les terres sont affermées, et tant que dure le bail, le surprofit résultant des investissements successifs tombe dans la poche du fermier. Aussi les fermiers mènent-ils la lutte pour des baux à long terme, tandis que les landlords usent de leur supériorité écrasante pour multiplier les baux résiliables chaque année (tenancies at will).

Par conséquent, il est évident que, si la loi de la formation des surprofits n'est modifiée en rien du fait que des capitaux égaux sont investis conjointement avec des résultats inégaux sur des terrains de superficie égale ou, successivement sur le même terrain, en revanche, la différence est considérable quant à la transformation des surprofits en rente foncière. La seconde méthode impose à cette transformation des limites à la fois plus étroites et plus incertaines. C'est pour cette raison que, dans les pays à culture intensive (par quoi, économiquement parlant, nous n'entendons rien d'autre que la concentration de capital sur le même terrain plutôt que sa répartition sur des terrains juxtaposés), le rôle du contrôleur des impôts devient important, difficile et compliqué, comme le montre Morton dans ses Resources of Estates. Si les amendements sont durables, la fertilité différentielle artificiellement accrue du sol coïncide, à l'expiration du bail, avec sa fertilité naturelle, et l'évaluation de la rente se rapporte à des terrains de fertilité différente. En revanche, dans la mesure où la formation du surprofit est déterminée par le montant du capital d'exploitation, le montant de la rente, pour une grandeur donnée de capital d'exploitation, est ajouté à la rente moyenne du pays et l'on veillera à ce que le nouveau fermier ait suffisamment

./. de capitaux pour continuer la culture avec la même intensité." (Marx, Capital III,6 Pléiade 2 p.1336-37)

Reprenons notre tableau de base et supposons qu'une masse de capital égale à la précédente et d'un montant de 100 F soit accumulée seulement sur les meilleurs terrains, c'est-à-dire les terrains B, C et D. Supposons que la productivité du capital additionnel soit décroissante sur les terrains B et C et croissante sur le terrain D. Nous obtiendrions alors le tableau suivant :

- TABLEAU X -

Type	Ha	Capital	Profit	Prix de prod.	Prod. Qx	Prix de vente/q	Produit total F	Rente	Taux de Rente
A	I	100	19	119	25	5,7 ^{8/100}	144,3 ^{2/100}	25,3 ^{2/100}	25,3 ^{2/100} %
B	I	100+100 =200	52	252	30 + 22 =52	5,7 ^{8/100}	300 ^{2/11}	48 ^{2/11}	24 ^{1/11} %
C	I	100+100 =200	52	252	35 + 28 = 63	5,7 ^{8/100}	363,6 ^{3/100}	111,6 ^{3/100}	55,8 ^{3/100} %
D	I	100+100 =200	52	252	40 + 50 = 90	5,7 ^{9/100}	519 ^{6/11}	267 ^{6/11}	133,8 ^{6/100} %
		700	175	875	230		1327 ^{9/11}	452 ^{9/11}	66 ^{2/3} %

Sur les terrains de type A, le capital total accumulé est inférieur à la moyenne sociale désormais nécessaire pour obtenir le taux de profit moyen. Le capital social moyen nécessaire est maintenant de $700/4 = 175$. Sur les terrains B, C et D, le capital est supérieur à cette moyenne, et il obtient un taux de profit supérieur au taux de profit moyen : 26 %, alors que le taux de profit moyen est de 25%. Par contre sur le terrain A, le taux de profit tombe à 19%. La détermination du prix de production dans un tel cas, où nous n'avons pas la même masse globale de capital accumulée sur chaque type de terrain est un problème théorique extrêmement complexe.

Marx, dans ses brouillons du livre III, raisonne ainsi :

"Prenons le terrain B comme type des terres productrices de rente. L'investissement de capital additionnel requiert une hausse du prix de marché au-dessus du prix de production, régulateur jusque-là, de 3 f par quarter, pour permettre une production supplémentaire d'un quarter sur B (un quarter peut aussi bien représenter un million de quarters, comme chaque acre un million d'acres). Il peut y avoir alors également un surproduit sur C et D, c'est-à-dire sur les terrains donnant une rente maxima, mais seulement avec un pouvoir décroissant de produire un surplus. Néanmoins, nous supposons que le quarter de B est nécessaire pour satisfaire la demande. Si ce quarter peut être produit à meilleur compte en ajoutant du capital en B au lieu de l'investir en A ou de recourir au terrain A-I qui ne peut produire le quarter qu'à 4 f par exemple, alors que du capital additionnel en A permettrait la production d'un quarter à 3^{3/4}f, ce serait alors le capital additionnel sur B qui réglerait le prix de marché."

(Capital III,6 ES t.8 p.124)

En suivant ce raisonnement, le prix du quintal s'élèverait de 5F à 5,68 F (125/22). Bien entendu, une rente différentielle apparaîtrait sur le plus mauvais terrain, puisque le chiffre d'affaires du fermier s'élèverait à 142,04 F pour un prix de production de 119, et que les propriétaires des terrains de type A empocheraient une rente de 23,04 F.

Engels estimait à juste titre que le calcul de Marx était inexact.

"Le calcul ici, n'est de nouveau pas tout à fait exact. Les $4\frac{1}{2}$ quarts de B coûtent au fermier : d'abord $9\frac{1}{2}$ f de coût de production; ensuite $4\frac{1}{2}$ f de rente, soit au total 14 f. La moyenne par quarter est de $3\frac{1}{2}$ f et ce prix moyen de la production totale devient ainsi le prix régulateur de marché. La rente sur A s'élèverait alors à 1/9 f au lieu de 1/2. La rente sur B resterait la même qu'auparavant, soit $4\frac{1}{2}$ f : $4\frac{1}{2}$ quarts à $3\frac{1}{2}$ f = 14 f. Déduction faite des $9\frac{1}{2}$ f que la production a coûtés, il reste un surprofit de $4\frac{1}{2}$ f. Malgré cette modification des chiffres, l'exemple montre que le bon terrain déjà producteur de rente peut, grâce à la rente différentielle II, régler le prix, ce qui permet à tous les terrains de rapporter de la rente, même à ceux qui, jusque-là n'en produisaient pas." (in : Capital III, 6 ES t.8 p.126)

En ne considérant que le prix du produit du dernier investissement Marx introduirait une contradiction par rapport à la méthode qui veut que la valeur du produit se détermine par rapport à la totalité du capital investi.

Comme le rappelle Engels, le prix de production pour les 52 quintaux est de 252, par conséquent le prix de production individuel du quintal est de 4,84. Engels ajoute à ce prix la rente que le capitaliste payait sur la base du prix de 5F, en considérant que la dernière fraction du capital avancé sur le terrain B ne rapporte pas de rente.

Le raisonnement d'Engels est juste, mais il faut tenir compte de la répercussion sur la rente de la hausse du prix de production. Ainsi, si une rente de 25 F correspondait à un prix de production de 5 F à l'hectare, il est bien évident que la hausse de ce prix de 5 à 5,32 F entraîne une hausse de la rente foncière, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'on atteigne le prix d'équilibre.

En l'occurrence, sur le terrain B, un prix de 5,32 F aurait donné un chiffre d'affaires de $30 \times 5,32 = 159,6$ F et une rente de $159,6 - 125 = 34,6$ F. Par conséquent le coût de production total est de $252 + 34,6 = 286,6$ F pour 52 quintaux, soit un coût de 5,51 F par quintal. Ce nouveau prix entraîne une nouvelle rente et ainsi de suite. Le prix d'équilibre est de 5,7 et $8\frac{1}{2}$ F auquel correspond une rente de $48\frac{1}{2}$ F, et un taux de rente de $25,3\frac{1}{2}\%$.

Notons donc que le taux de rente est désormais plus élevé sur le terrain A que sur le terrain B. Les propriétaires fonciers bénéficient du retard relatif des capitalistes de A par rapport aux capitalistes de B; C et D.

On mesure ici tout l'intérêt que possède la classe des propriétaires fonciers à freiner le développement capitaliste de l'agriculture. Les mauvais terrains se mettent à rapporter de la rente à un taux plus élevé que le meilleur terrain, ici le terrain B.

Le propriétaire foncier du terrain B a lui aussi intérêt à cet état de choses, sa rente ayant presque doublé, passant de 25 F à $48\frac{1}{2}$ F.

Les propriétaires fonciers possèdent donc un grand intérêt au retard de l'agriculture sur l'industrie. Faute de pouvoir empêcher

totalement le développement de l'agriculture les propriétaires fonciers tenteront de maintenir l'inégalité de son développement et la différence de son organisation vis-à-vis de l'industrie.

5-5 RENTE FONCIERE ET MPC EN URSS

Les lois de la production capitaliste s'imposant à ses agents indépendamment de leur volonté, la loi de la valeur et par conséquent de la rente foncière règne en maître en URSS et dans les pays prétendus socialistes, malgré tout ce que peuvent dire les discours officiels à ce sujet.

Pour la théorie communiste, la rente foncière comme toutes les autres catégories du MPC ne possède pas de caractère éternel, mais ne sont que des catégories historiques, donc transitoires, qui devront forcément disparaître avec le MPC, dès l'avènement de la phase inférieure du communisme.

Pour les théoriciens "socialistes" de l'Est, il faut donc concilier la mystification selon laquelle le socialisme est réalisé en Russie et dans les pays satellites, avec la réalité de l'existence de l'argent, de la marchandise, du salariat et de la rente, toutes choses qui ont toujours servi infailliblement aux vrais communistes pour désigner l'existence du mode de production capitaliste.

Su le point précis de la rente foncière, la révision de la théorie communiste s'opère en lui substituant une théorie bourgeoise selon laquelle la rente foncière est une nécessité pour la répartition rationnelle des ressources, et n'est donc pas une catégorie historique destinée à disparaître avec l'avènement d'une société nouvelle supérieure : le communisme, mais correspond aux nécessités d'une organisation scientifique du développement des forces productives et conservera par conséquent toute l'éternité d'une catégorie rationnelle et nécessaire.

Tout ceci n'est que rejet catégorique de l'ensemble de la théorie communiste et de la manière dont elle décrit le développement capitaliste dans l'agriculture. Cela montre aussi comment la base matérielle de la société russe finit par favoriser l'apparition d'une conscience de soi-même plus adéquate à son être, c'est-à-dire le MPC pour la justification duquel l'utilisation frauduleuse et déformée de la théorie communiste recèle des contradictions logiques insurmontables. Le faux communisme se voit obligé de justifier les rapports d'exploitation sur lesquels il repose en réalité et que les prolétaires polonais viennent une nouvelle fois de révéler au grand jour, montrant que loin d'être anéanti, le prolétariat est toujours la seule force révolutionnaire capable d'abattre l'exploitation du travail salarié par le capital.

Dans leur constant effort théorique contre le prolétariat communiste, les idéologues du capitalisme russe n'ont pas forgé de toutes pièces de nouveaux arguments. Au contraire, ils puisent le principal de leurs attaques dans les théories que la bourgeoisie avait déjà forgées dans le même but, alors qu'elle était encore toute dégoutante du sang des prolétaires insurgés de la Commune de Paris. Pour tenter de dompter le géant révolutionnaire, et terrorisée par ce qui venait de lui être révélé, la bourgeoisie n'hésita pas à renier tous les développements scientifiques de l'économie politique classique, accomplissant ainsi un des reculs théoriques les plus profonds jamais effectués dans l'histoire des sciences.

En se posant comme héritier de l'économie politique dite "néo-classique", branche dominante de l'économie vulgaire dont l'acte de naissance correspond à la révolution de 1871 (I), l'économiste russe

Kantorovitch essaye, dans son livre "Calcul économique et utilisation des ressources rares", de justifier l'existence d'une créature fantastique : la rente différentielle "socialiste". (Notons d'ailleurs pour l'anecdote, que la bourgeoisie mondiale qui doit chaque année accomplir la prouesse de dénicher un prix Nobel encore plus crétin que le précédent a fait cette fleur à Kantorovitch en 1975).

Kantorovitch suppose que la société désire produire 5000 quintaux de blé, 3500 quintaux de seigle, et 5000 quintaux d'avoine.

L'on dispose de trois types de terre, chacun de fertilité différente (riche, moyenne, pauvre). Les surfaces disponibles, les rendements en produits sur chaque type de terre, et les dépenses en temps de travail par hectare pour chaque produit se répartissent ainsi :

Terre	Ha	Culture	Rendement à l'hectare	Dépenses de travail / Ha
Riche	100	Blé	30	10
		Seigle	25	8
		Avoine	28	7
Moyenne	200	Blé	20	10
		Seigle	20	8
		Avoine	26	7
Pauvre	300 et +	Blé	15	10
		Seigle	15	8
		Avoine	25	7

Donc : quel que soit le type de terres, il faut 10 heures de travail pour accomplir l'ensemble des opérations permettant la production de blé sur un hectare de terre. Il en faut 8 pour le seigle et 7 pour l'avoine. Si l'on plante un hectare de terre riche en blé, l'on obtiendra 30 quintaux, contre 25 quintaux pour le seigle et 28 pour l'avoine.

De même sur les terres de qualité moyenne (dont la société dispose de 200 ha), le rendement à l'hectare sera de 20 quintaux si l'on plante du blé, de 20 quintaux également pour le seigle, contre 26 quintaux pour l'avoine.

Enfin sur les terres pauvres dont le nombre est illimité, les rendements seraient de 15 quintaux pour le blé et le seigle, contre 25 quintaux pour l'avoine.

Quel est le plan d'ensemencement le plus rationnel ?

Il s'agit d'obtenir la production désirée (5000 qx de blé, 3500 qx de seigle et 5000 qx d'avoine) avec le moins de temps de travail possible. Pour obtenir ce résultat, l'on répartira les productions de la manière suivante : les terres riches seront utilisées pour produire du blé, par conséquent 100 hectares de terres riches seront ensemencées en blé pour pouvoir obtenir $100 \times 30 = 3000$ qx de blé.

(I) - note la p. -

L'économie vulgaire commence à se développer à partir de 1830, date qui marque l'apogée de la science économique bourgeoise. La lutte des classes qui commence à s'exacerber et l'émergence du programme communiste qui en est le produit vont accélérer cette régression.

Pour obtenir les 5000 quintaux requis, il est nécessaire de mettre en culture des terres de qualité moyenne. Les 2000 quintaux restant à produire nécessitent donc la mise en culture de 100 hectares de terres de fertilité moyenne ayant un rendement de 20 quintaux à l'hectare.

Il reste 100 ha de terres de qualité moyenne à utiliser, que l'on va ensemer en seigle, afin d'obtenir une production de $20 \times 100 = 2000$ quintaux de seigle. Les 1500 restant à produire pour atteindre le volume souhaité de 3500 quintaux seront obtenus par la mise en culture de terres pauvres. On en utilise 100 hectares et les 1500 quintaux de seigle supplémentaires sont ainsi produits (15×100).

Enfin, l'avoine est produite uniquement sur les terres pauvres, et pour produire les 5000 quintaux voulus, on en enseme 200 hectares ($200 \times 25 = 5000$).

Le temps de travail dépensé pour produire le blé est de 10 heures de travail par hectare quel que soit le type de terre. Or, on a ensemer 100 hectares de terres riches et 100 hectares de terres moyennes soit un total de 200 hectares, ce qui nous donne un temps de travail total de $200 \times 10 = 2000$ heures de travail pour produire le blé.

Pour le seigle, on utilise également 200 hectares (100 hectares de terre moyenne et 100 hectares de terre pauvre), et le temps de travail total dépensé est donc de $200 \times 8 = 1600$ heures. Enfin la production de l'avoine mobilise 200 hectares de terres pauvres soit une dépense de travail de $200 \times 7 = 1400$ heures.

Le montant total du temps de travail dépensé pour la production agricole est alors de $2000 + 1600 + 1400 = 5000$ heures de travail.

Pour justifier l'introduction de la rente, Kantorovitch avance 3 arguments :

1°/ Les coûts moyens obtenus ne correspondent pas aux "coûts moyens véritables". Le blé, dont le coût moyen devrait être 0,46 par quintal ($(10 + 10 + 10) / (30 + 20 + 15)$ soit $30/65$), est de 0,4 (2000 heures de travail pour 5000 quintaux). Par contre le coût moyen du seigle devrait être de 0,4 ($(8 + 8 + 8) / (25 + 20 + 15)$) soit $24/60$, alors que le coût actuel est 0,45 ($1600/3500$). Alors que le blé est "théoriquement" plus cher que le seigle, c'est l'inverse qui se produit ici. Quant à l'avoine, son coût moyen est de 0,265 et son coût actuel de 0,28.

2°/ Une nouvelle technique qui serait introduite pour augmenter la production de blé de 2 quintaux par hectare sur les terres riches avec une dépense supplémentaire de travail de 10% ne serait pas prise en considération dans le cadre de la répartition actuelle, alors que si l'on tient compte de la rente foncière, elle pourrait être introduite.

3°/ Si pour nourrir le bétail on avait à choisir entre le blé et le seigle, et que 1 quintal de blé soit équivalent à 1,1 q de seigle d'après les coûts actuels on aurait préféré cultiver du blé plutôt que du seigle, tandis qu'en tenant compte de la rente on aurait employé du seigle.

En introduisant la rente; Kantorovitch construit le tableau suivant :

Culture		Rende- ment	Dépense de travail		Tot.	Dépense qu.		Tot.
			Direct	Indirect		Direct	Indirect	
BLE	I	30	10	9	19	0,333	0,3	0,633
	II	20	10	2,67	12,67	0,5	0,133	0,633
	III	15	10	-	10	0,667	-	0,667
SEIGLE	I	25	8	9	17	0,32	0,36	0,680
	II	20	8	2,67	10,67	0,4	0,133	0,533
	III	15	8	-	8	0,523	-	0,523
AVOINE	I	28	7	9	16	0,25	0,321	0,571
	II	26	7	2,67	9,67	0,269	0,103	0,372
	III	25	7	-	7	0,280	-	0,280

Kantorovitch détermine donc le prix du seigle à partir du plus mauvais terrain. Le seigle est cultivé sur les terres de fertilité moyenne et pauvre. Le coût de production sur les terres pauvres est de 0,533 (8/15) par quintal soit une dépense supplémentaire de 2,67 heures de travail (20 X 0,133) pour la culture d'un hectare. La dépense totale de travail est donc de 8 heures de travail direct plus 2,65 heures de travail indirect. Le prix de production du quintal de seigle est donc déterminé par celui du plus mauvais terrain, et égal à 0,533. La rente foncière par quintal s'élève à 0,133 sur les terres moyennes soit 2,67 heures par hectare.

Pour obtenir la rente foncière sur les terres fertiles, Kantorovitch procède à la même opération à partir de la culture présente sur les terres moyennes et riches c'est-à-dire à partir de la production de blé. Le prix de production individuel est de 0,5 heures par quintal sur les terres moyennes et de 0,333 heures par quintal sur les terres riches. Par conséquent la rente différentielle entre les terres fertiles et moyennes est de 0,167 heure par quintal, et il s'y ajoute la rente différentielle entre les terres moyennes et pauvres soit 0,133 par conséquent la rente différentielle est de 0,3 heures par quintal soit 9 heures par hectares (30 X 0,3).

Par conséquent la rente différentielle est de 9 h par hectare sur les terres riches, de 2,67 heures par hectare sur les terres moyennes et de 0 h sur les terres pauvres. A partir de là on peut déterminer l'ensemble des coûts sur les diverses terres en ajoutant au temps de travail direct le temps de travail indirect que représente la rente différentielle. Le prix de production du blé est alors de 0,633 sur les terres riches et moyennes et de 0,667 sur les terres pauvres. Le prix de production du seigle est de 0,533 sur les terres pauvres et moyennes et de 0,680 sur les terres riches. Enfin le prix de production de l'avoine est de 0,571 sur les terres riches, 0,372 sur les terres moyennes et 0,280 sur les terres pauvres.

L'on a donc intérêt à cultiver le blé sur les terres riches et moyennes, le seigle sur les terres moyennes et pauvres, le coût de production étant trop élevé sur les terres riches, et enfin l'avoine sur les terres pauvres.

Reprenons les trois arguments de notre économiste :

I°/ Kantorovitch prétend ainsi avoir restauré la hiérarchie véritable des prix : l'avoine est la moins chère des céréales : 0,280, suivie du seigle : 0,533 puis du blé, qui redevient le plus cher : 0,633. Cependant désormais la production de blé coûte $5000 \times 0,633 = 3165$, celle de seigle $0,533 \times 3500 = 1865,5$ et celle d'avoine $5000 \times 0,280 = 1400$. La valeur de la production agricole est donc de 6430. Si l'on compare les prix obtenus par l'introduction de la rente aux prix

moyens, tous sont plus élevés : 0,633 contre 0,46 pour le blé; 0,533 contre 0,4 pour le seigle et 0,28 contre 0,265 pour l'avoine. Il y a renchérissement général des prix agricoles. L'on pourrait peut-être penser que si la valeur absolue des céréales s'est élevée, la hiérarchie relative des coûts moyens est respectée. Il n'en est rien. Les coûts moyens étaient dans le rapport 30/65 (blé) / (24/60) (seigle) / (21/79) (avoine) soit 1.73; 1.50; et 1. La hiérarchie actuelle est de 2.26 (0,633/0,28), 1.90; 1. La hiérarchie des valeurs s'est creusée ce qui signifie que le blé et le seigle ont augmenté relativement plus que l'avoine, et le blé lui-même plus que le seigle. L'introduction de la rente implique un renchérissement général des produits agricoles, et ceci tout particulièrement pour les céréales les plus importantes (le blé et le seigle). La société paye ses produits agricoles trop cher : 6430 heures de travail au lieu de 5000. La différence de 1430 heures, qui sont 1430 heures de surtravail extorqué à l'ensemble de la classe ouvrière s'en va dans la poche de l'ennemi de classe c'est-à-dire dans la poche de l'Etat capitaliste russe, ce qui lui permet de maintenir et de renforcer la domination du capital sur le prolétariat.

D'autre part le calcul de Kantorovitch, s'il révèle le caractère catastrophique de l'emprise du capital sur l'agriculture, ne traduit pas parfaitement l'ampleur de l'irrationalité qui atteint l'organisation sociale lorsqu'elle est soumise à la rationalité capitaliste. Comme nous l'avons rappelé c'est le capital investi dans la culture de l'aliment de base c'est-à-dire le principal végétal entrant dans la nourriture du prolétariat qui permet de déterminer la rente foncière. C'est-à-dire que la rente des terres moyennes et fertiles est égale à la rente qu'aurait dû payer le capitaliste si on avait cultivé sur ces terres l'aliment de base, en l'occurrence le blé.

Par conséquent la rente sur les terres moyennes n'est pas de 0,133 par quintal soit 2,67 h par hectare mais 0,167 le quintal et $3\frac{1}{3}$ par hectare. C'est la culture du blé et non du seigle qui détermine la rente différentielle. En conséquence le prix de production du blé est 0,667 c'est-à-dire le prix qu'il a sur le plus mauvais terrain. La différence entre le prix de production régulateur 0,667 et le prix de production individuel sur les terres riches et moyennes nous donne la rente par quintal : elle s'élève à 0,167 pour les terres moyennes et 0,334 pour les terres riches. Ce qui nous donne une rente à l'hectare de $3\frac{1}{3}$ (20 X 0,167) pour les terres moyennes, et 10 (30 X 0,334) pour les terres riches. En conséquence le prix de production du seigle et de l'avoine sur les terres riches et moyennes est modifié.

On obtient le tableau suivant :

Culture	Rend ^t Ha	Dépense de travail		Total	Dépense de travail/qu.		Total	
		Direct	Indirect		Direct	Indirect		
BLE	I	30	10	10	20	0,333	0,334	0,667
	II	20	10	$3\frac{1}{3}$	$13\frac{1}{3}$	0,5	0,167	0,667
	III	15	10	-	10	0,667	-	0,667
SEIGLE	I	25	8	10	18	0,32	0,40	0,72
	II	20	8	$3\frac{1}{3}$	$11\frac{1}{3}$	0,4	0,167	0,567
	III	15	8	-	8	0,533	-	0,533
AVOINE	I	28	7	10	17	0,25	0,357	0,607
	II	26	7	$3\frac{1}{3}$	$10\frac{1}{3}$	0,269	0,128	0,397
	III	25	7	-	7	0,280	-	0,280

La répartition annuelle des cultures coûterait $5000 \times 0,667 = 3333\frac{1}{3}$ pour le blé, $2000 \times 0,567 + 1500 \times 0,533 = 1933\frac{1}{3}$ pour le seigle, et $0,280 \times 5000 = 1400$ pour l'avoine soit $6666\frac{2}{3}$ pour l'ensemble de la production agricole. Afin de réduire ce coût, on aurait intérêt à abandonner la production de seigle sur les terres moyennes où elle revient à 0,567, pour l'effectuer sur les terres pauvres où le coût est 0,533. Dans ce cas 100 hectares de terres moyennes resteraient en friches !

Au lieu d'utiliser 600 hectares de terre décomposés en 100 hectares de terres riches, 200 hectares de terre moyenne et 300 hectares de terres pauvres, l'on mettrait en culture 100 hectares de terre riche, 100 hectare de terre moyenne et 533 $\frac{1}{3}$ hectare de terres pauvres (300 pour l'avoine et 233 $\frac{1}{3}$ pour le seigle (3500 q/15)). Cette contradiction a dans la société bourgeoise une solution bien simple : les mauvais terrains se mettent à rapporter de la rente.

C'est ce que Marx notait à la suite de Marx et de Ramsay :

"Dans notre étude de la rente nous considérons comme déterminante la partie du capital agricole qui produit l'aliment de base végétal essentiel, c'est-à-dire l'aliment principal des peuples civilisés. L'un des mérites d'Adam Smith est d'avoir démontré que pour l'élevage, et en général, pour tous les capitaux investis dans le sol et qui ne sont pas consacrés à la production des aliments essentiels, comme le blé par exemple, la détermination du prix se fait tout à fait différemment. Voici comment ce prix est établi : le produit d'un terrain, disons une prairie artificielle utilisée pour l'élevage, mais qui pourrait aussi bien être transformée en terre arable d'une certaine qualité doit avoir un prix suffisamment élevé pour rapporter la même rente qu'un terrain à blé de même qualité." (Marx T VIII ES p.151)

Un peu plus loin, Marx cite Smith :

"Une grande partie des terres cultivées doit être transformée pour permettre l'élevage et l'engrais de bétail dont le prix doit par conséquent être assez élevé pour payer non seulement le travail nécessaire à cet élevage, mais aussi la rente et le profit que propriétaires fonciers et fermiers auraient pu tirer de cette terre si elle avait été cultivée en blé. Le bétail élevé dans des tourbières les moins propices à la culture est vendu selon son poids et sa qualité, sur le même marché et au même prix que le bétail élevé sur les terrains les mieux cultivés. Les propriétaires des tourbières en profitent pour augmenter la rente sur leurs terres en proportion du prix du bétail." (Smith. Richesse des nations, cité p.151 ES t.8)

Nous reviendrons sur les importantes conséquences de ceci, pour l'instant contentons-nous de souligner que dans le cas que nous envisageons, cela se traduit par un nouveau renchérissement du prix des produits agricoles et de la rente, pour le plus grand bien de l'Etat capitaliste, et pour le plus grand mal d'une utilisation rationnelle des terres et de l'organisation de la production agricole.

Dans la mesure où les terres fertiles et moyennes pourraient être considérées comme des machines naturelles plus productives (cf. Marx Grundrisse, t.3 p.141) et que seules celles-ci sont utilisées pour la production du blé, le prix de celui-ci ne peut être que moins cher par rapport au prix moyen déterminé par l'utilisation des trois types de terrain. Par contre, dans le communisme inférieur, c'est-à-dire lorsque la société s'est débarrassée de l'esclavage salarié et de la valeur d'échange, le prix du blé est justement égal au temps de

travail moyen, le blé est produit selon le temps de travail moyen fourni sur les terres moyennes et fertiles si seules des terres de ce type sont mises en culture, ou selon le temps de travail moyen fourni sur les terres fertiles, moyennes et pauvres si les trois types de terres sont ensemencées en blé. Dans le MPC au contraire, si les trois types de terres sont utilisées pour la production agricole, ce sera toujours sur le plus mauvais terrain que se formera le prix de production, avec toutes les conséquences catastrophiques que cela implique pour le développement de l'agriculture.

3°/ La concentration des moyens de production sur un même terrain et donc l'apparition d'une culture intensive ayant une productivité additionnelle décroissante entraîne pour le coût du blé les conséquences suivantes :

Supposons qu'un accroissement de 2 quintaux entraîne une dépense de travail supplémentaire de 10%. Si l'on désire augmenter la production jusqu'à 5200 quintaux, la société semble avoir deux possibilités pour assurer la production souhaitée : tout d'abord utiliser une technique intensive.

Kantorovitch juge cela impossible dans la mesure où le coût marginal $1/2 = 0,5$ est plus élevé que le coût des terres riches 0,333. Tandis que si l'on utilise la rente, il n'y a pas de problème pour utiliser une technique intensive, 0,633 étant plus élevé que 0,5. En fait si l'on se place dans la perspective théorique correcte, c'est-à-dire si l'on ne fait pas allégeance à la théorie bourgeoise du coût marginal comme le fait Kantorovitch, une hausse de 10% du temps de travail porterait la dépense de travail à 11 heures pour un rendement en augmentation de 2 quintaux à l'hectare, c'est-à-dire qu'il serait porté à 32 quintaux.

L'autre possibilité dont dispose la société sans rente, la société communiste, c'est de recourir à une extension des surfaces cultivées. Quel est le plan de production qui représente le moins de temps de travail dans une société communiste ?

La technique intensive implique une production de 3200 quintaux de blé sur les terres riches dont le coût est de 1100 heures. Les 2000 quintaux restant à produire le sont sur les 100 hectares de terres moyennes pour une dépense de 1000 heures de travail. Les dépenses pour le seigle et l'avoine sont identiques à celles du premier plan. Par conséquent le coût total pour les 5200 quintaux de blé, les 3500 qx de seigle et les 5000 qx d'avoine est de 5100 heures de travail.

Si l'on recourt à une technique extensive, l'on continuera à produire 3000 quintaux de blé sur les terres riches pour une dépense de 1000 heures de travail. Les 2200 quintaux de blé restant à produire nécessitent l'ensemencement de 110 hectares et un coût de 1100 heures de travail. La société dispose encore de 90 hectares qu'elle consacre à la culture du seigle. 1800 quintaux sont ainsi produits et le coût de cette production s'élève à 720 heures (90 X 8). Pour remplir le plan de production, il reste à produire 1700 quintaux; avec un rendement de 15 quintaux à l'hectare, il faut cultiver $113\frac{1}{3}$ hectares de terres pauvres ce qui représente un coût de $906\frac{2}{3}$; enfin les 5000 quintaux d'avoine impliquent l'utilisation de 200 hectares de terres pauvres et un coût de 1400 heures de travail. Dans le cas de la technique extensive, le coût total de la production agricole est de $5126\frac{2}{3}$.

Par conséquent, et sans avoir besoin de prendre en considération une quelconque rente différentielle, la société peut utiliser une technique de production intensive, le plan de production qui l'utilise représentant une dépense de travail moindre que celui qui utilise la technique extensive (5100 heures contre $5126\frac{2}{3}$).

D'autre part le fait d'introduire la rente masque l'apparition d'un rendement décroissant. Ici dans notre exemple, la société se rend compte du fait que le coût du blé est passé de 2000 à 2100 soit une augmentation de 5%, alors que la production n'augmente que de 4% (passant de 5000 à 5100). Dès lors elle peut prendre les mesures qui s'avèrent nécessaires pour tenter de maîtriser ce phénomène. Tandis que chez Kantorovitch, on n'assiste à aucune variation du prix du blé, l'accroissement de la production étant identique à l'accroissement du coût.

3°/ Le dernier argument de Kantorovitch en faveur de l'usage de la rente foncière dans une société socialiste concerne la possibilité de substitution du seigle au blé pour nourrir les animaux.

Si, dans ce cadre, 1 quintal de blé équivaut à 1,1 q. de seigle, Kantorovitch prétend que l'on choisira le blé au lieu du seigle, le coût étant plus petit, tandis que si l'on introduit la rente le seigle sera plutôt retenu. En fait il n'en est rien. La société se trouve devant deux plans de production, l'un utilisant le blé pour nourrir les animaux et l'autre employant le seigle pour le même but. Elle s'attachera donc à mettre en oeuvre celui qui représente la plus petite dépense de travail.

Si l'on doit consacrer 500 quintaux de blé à la nourriture des animaux, la société aura le choix entre les deux plans de consommation suivants : ou 5000 qx de blé et 3500 qx de seigle - plan dont le coût est 5000 heures de travail - ou 4500 quintaux de blé et 4050 quintaux de seigle.

Quel est le coût de ce deuxième plan ?

Pour obtenir 4500 quintaux de blé, on devra ensemençer 100 hectares de terres riches et 75 hectares de terres de fertilité moyenne ce qui représente une dépense de 1750 heures de travail.

Pour les 4050 quintaux de seigle, la surface ensemençée est de 125 hectares de terres moyennes et 103^{1/2} de terres pauvres soit une surface cultivée totale de 228^{1/2} hectares sur lesquels l'on dépensera 1826^{2/3} heures de travail. La production d'avoine nécessitant toujours 1400 heures de travail, le temps de travail total dépensé sera de 4976^{2/3}. Par conséquent la société a intérêt à substituer le seigle au blé et pour faire ce choix n'a pas besoin de recourir à la rente foncière.

Enfin il faut noter que lorsque Kantorovitch utilise la méthode d'évaluation des coûts en temps de travail, cela ne signifie pas pour autant que la société russe actuelle s'est émancipée de la loi de la valeur, ni que le planificateur ait la maîtrise de la valeur s'autovalorisant, c'est-à-dire du capital.

C'est comme si Monsieur Kantorovitch prenait la mer par gros temps sur une coque de noix au gouvernail branlant : s'il est aussi bon marin qu'économiste, on peut penser qu'il ne réussira pas à affronter victorieusement la lame de fond qui l'engloutira, lui et son bateau.

Loin d'être maîtrisé avec autant de facilité que dans les schémas de Kantorovitch, le capital impose sa dictature à la société russe, et l'emporte bien plus loin que là où ses agents croient se rendre, c'est-à-dire vers la crise catastrophique et la guerre mondiale.

5.6 LE PROGRAMME COMMUNISTE CONTRE RICARDO ET SES EPIGONES

L'agriculture et la productivité du travail agricole occupent une place importante dans la théorie de Ricardo et tout particulièrement dans sa théorie de la baisse du taux de profit, qui est engendrée par l'accumulation du capital.

Mais si la baisse du taux de profit, dans la théorie communiste, surgit du développement contradictoire de la productivité du travail sur la base du mode de production capitaliste, elle provient chez Ricardo d'une baisse de la productivité du travail agricole.

Les fermiers, comme tous les capitalistes, avancent le capital et celui-ci obtient une masse de profit qui rapporte au capital déterminé le taux de profit moyen de la société. Chez Ricardo c'est le taux de profit de l'agriculture qui détermine le taux de profit de l'industrie. Tant que l'étendue de la population n'entraîne que la culture de terres de qualité égales, il n'y a pas de rente (Ricardo pense que l'on cultive d'abord les terres les plus fertiles). L'augmentation de la population exigeant la mise en culture de terres moins fertiles, les propriétaires de terres de qualité moyenne vont pouvoir empocher une rente différentielle. Le prix de production du blé est déterminé par le capital investi sur les plus mauvais terrains, en conséquence les fermiers qui exploitent les terrains de qualité supérieure paient une rente à leurs propriétaires. Par conséquent l'on mettra progressivement en culture des terres de plus en plus mauvaises et le prix du blé haussera, ainsi que la rente, cette hausse n'étant qu temporairement palliée par des progrès dans l'agriculture.

Dans la mesure où le temps de travail social moyen nécessaire pour la production de blé augmente et que ce dernier joue un grand rôle dans l'alimentation des ouvriers, Ricardo considère que l'ouvrier reçoit un salaire correspondant à un minimum physiologique lui permettant de se reproduire.

Donc même si l'ouvrier reçoit toujours la même quantité de blé, la plus-value relative va diminuer. Cependant le processus de baisse du taux de profit général qui conduit à un état stationnaire dans lequel l'accumulation du capital est découragée étant donné la faiblesse du taux de profit, aboutit beaucoup plus rapidement dans la mesure où les propriétaires fonciers accaparent une part croissante de la plus-value - elle-même en diminution relative - sous l'effet de la hausse de la rente. En conséquence le taux général de profit des capitalistes diminue encore plus rapidement. La société tend donc vers un état stationnaire dont l'arrivée peut être retardée (hormis par le développement et le progrès de l'agriculture) par l'intervention du commerce extérieur et une politique fiscale appropriée, faisant porter le poids de l'impôt sur la propriété foncière (Ricardo passe en revue toute une série d'impôts pour examiner leurs effets sur l'accumulation.)

Ricardo, nous l'avons déjà vu, ne traite la rente différentielle II que d'une manière très simple, sans montrer sa spécificité par rapport à la rente différentielle I, si bien qu'il commet des erreurs quant à la détermination du prix de production, en le calculant sur la base du coût marginal, et non du temps de travail social moyen, lorsqu'il s'applique sur le mauvais terrain.

Si dans le cadre de la rente différentielle I, Ricardo n'envisage qu'un seul mouvement, celui qui va des terres les plus fertiles vers celles qui le sont moins, c'est-à-dire un mouvement de mise en culture progressive de terres toujours plus mauvaises, dans l'analyse de la rente différentielle II, il n'envisage que le seul cas de rendements décroissants, c'est-à-dire d'une productivité décroissante des capitaux additionnels et donc d'une hausse des prix de production.

Nous avons vu que Marx relativise entièrement cette position dans la mesure où la hausse des prix de production et les rendements décroissants des capitaux additionnels, n'est qu'un cas particulier de la théorie de la rente différentielle II, laquelle admet un beaucoup plus grand nombre de cas et variantes. Dans sa polémique avec Boulgakov et le socialiste David, Lénine reprendra toute l'argumentation de Marx contre "la loi des rendements décroissants". Marx faisait remarquer que les investissements successifs dans la terre étaient loin de constituer un désavantage car :

"On peut faire fructifier des capitaux successifs parce que la terre agit elle-même comme instrument de production ce qui n'est pas le cas - ou tout au plus dans certaines limites - pour une usine où le terrain sert de fondement, d'emplacement, de base d'opération délimitée.

Pouvoir faire fructifier des investissements successifs de capital sans pour autant perdre le bénéfice des précédents, voilà l'avantage de la terre, avantage qui inclut en même temps la possibilité de différences dans le produit de ces investissements successifs." (Marx . Capital III, 6 ES t.8 p.163)

De la même manière, pour ce qui est de la rente différentielle I, Marx insistera sur les nombreux cas qui président à la succession des terrains et de leur fertilité et situation.

Ricardo n'a pas découvert la théorie de la rente différentielle. Dans un de ses ouvrages il cite d'ailleurs West et Malthus. Mais avant ceux-ci, le fermier écossais Anderson l'avait déjà exposée et si West ignorait probablement son travail, il n'en va pas de même de même de Malthus qui s'est empressé de la plagier.

Ce qui distingue Ricardo, c'est que son analyse de la rente est en relation avec sa théorie de la valeur :

" Il reste à considérer si l'appropriation des terres et la création subséquente de la rente peuvent causer quelques variations dans la valeur relative des denrées abstraction faite de la quantité de travail nécessaire pour les produire."

(Ricardo Principes de l'économie politique p.45)

Il s'agit par conséquent de montrer que la prise en compte de la rente foncière dans le paiement d'une somme en sus du profit moyen ne viole pas la loi de la valeur et donc ne s'explique pas par un prix de monopole.

Cependant sur beaucoup d'autres points Anderson donne une analyse plus riche, car pour lui le mouvement n'est pas uniquement ascensionnel comme chez Ricardo West et Malthus. Il est double : descendant puis ascendant et admet la possibilité d'une amélioration durable de la terre.

Le lecteur attentif aura pu faire le parallèle entre la théorie de la baisse du taux de profit de Ricardo, et celle de Grossmann. Le premier explique cette baisse par une hausse de la rente, qui contribue à essouffler progressivement l'accumulation. Quant à Grossmann il l'explique par la hausse de la composition organique, la masse de plus-value finissant par être absorbée en totalité pour l'accumulation du capital constant additionnel.

Pour illustrer sa théorie, Grossmann a élaboré le tableau qui suit. Il reprend les schémas de Bauer -schémas qui avaient déjà servi à ce dernier dans sa polémique avec Rosa Luxembourg - et pousse leur logique jusqu'à y découvrir une contradiction flagrante : la plus-value totale est incapable d'assurer l'accumulation du capital.

TABLEAU DE GROSSMANN

Année	Capital Constant	Capital variable	Masse de la plus-value consommée	Capital constant suppl. Δc	Capital variable suppl. Δv	Valeur	% de la plus-value		Taux de profit
							consommée	accumulée	
1	200 000	100 000	75 000	20 000	5 000	400000	75 %	25 %	33,3%
2	220 000	105 000	77 750	22 000	5 250	430000	74,05%	25,95%	32,6%
3	242 000	110 250	80 539	24 200	5 511	462500	73,04%	26,96%	31,3%
4	266 000	115 762	83 374	26 600	5 788	497524	72,02%	27,98%	30,3%
5	292 000	121 550	86 213	29 260	6 077	535700	70,93%	29,07%	29,3%
6	321 860	121 627	89 060	32 186	6 381	577114	69,70%	30,30%	28,4%
...									
...									
20	1222 252	252 691	117 832	122 225	12 634	1727634	46,63%	53,37%	17,1%
21	1344 477	265 325	117 612	134 447	13 266	1875127	44,33%	55,67%	16,4%
...									
34	4641 489	500 304	11 141	464 148	25 015	5642097	0,45%	99,55%	09,7%
35	5105 637	525 319	0	510 563	14 756	6156275	0	104,61%	09,3%

Sous l'effet de la hausse de la composition organique la classe capitaliste se voit progressivement obligée de consacrer une part croissante de la plus-value à l'accumulation, ce phénomène aboutissant au bout d'un certain nombre d'année (35 dans l'exemple de Grossmann) à la crise, la plus-value étant insuffisante pour que le capital puisse poursuivre l'accumulation sur les mêmes bases.

Grossmann reprend donc à son compte les hypothèses de Bauer : croissance du capital constant de 10% chaque année, croissance du capital variable de 5% l'an et taux de plus-value constant par conséquent le taux de profit baisse. On peut remarquer dans le tableau que si les 3/4 de la plus-value sont consommés par les capitalistes lors de la première année (75000/100 000), cette proportion décroît régulièrement pour tomber à zéro autour de la 35^e année.

A partir de la 25^e année la consommation absolue des capitalistes diminue et à la 35^e année, toute la plus-value doit être consacrée à l'accumulation et se révèle même insuffisante pour satisfaire celle-ci.

Nous avons déjà dénoncé le caractère Ricardien d'une telle analyse qui considère l'accroissement du capital constant et du capital variable, et par conséquent leur accumulation, comme indépendant de la plus-value produite.

Grossmann est incapable de restituer la contradiction valorisation/dévalorisation (contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange dans son expression capitaliste). Pour lui la crise résulte d'une baisse progressive de la productivité du travail (à laquelle s'opposeraient des tendances contraires); c'est là la seule façon dont il envisage la dévalorisation, alors que pour le programme communiste, il s'agit de baisses périodiques absolues de la productivité du travail génératrices de crises catastrophiques d'autant plus vastes que le degré de développement des forces productives et de la productivité du travail est grand. De ce fait Grossmann est absolument incapable de comprendre (contrairement à ce que Marx démontrait) la nécessité qu'a le capital de favoriser l'émergence d'une classe moyenne capable de consommer une part croissante de la plus-value.

Lorsque nous critiquons le tableau de Grossmann et l'utilisation qu'en fait la CWO, cela ne doit pas être confondu avec l'argument débile du CCI qui fait porter sa critique sur l'exemple lui-même et non sur la théorie. Leur objection se résume à ceci : que se passerait-il si au lieu de 10 et 5% dans l'exemple de Grossmann, on prenait 9 et 4%, 8 et 3 ou 3 et 1 ? Outre le profond crétinisme de l'argument on peut déduire de cette attitude que le CCI disserte sur ce qu'il n'a, non seulement jamais compris, mais encore pas lu du tout. Nous le savions déjà capable d'accomplir un travail de faussaire (cf. RI anc. série N°8 et sa critique dans CouC N° 4 p.17), nous le découvrons maintenant distillant un dilettantisme imbécile qui ne se donne même pas la peine de prendre connaissance des positions qu'il prétend critiquer. Signalons au passage que leurs adversaires de la CWO, qui sont eux, partisans de Grossmann, n'ont guère fait plus d'efforts.

Grossmann en effet, établit dans son livre une généralisation algébrique de son exemple, valable pour tous les cas particuliers. Si l'on reprenait les chiffres du CCI, l'effondrement du capital, selon le schéma de Grossmann, interviendrait au bout de respectivement 36, 39 et 143 ans, environ. Ainsi la "critique" du CCI laisse intacte la démonstration de Grossmann, et ne détruit aucunement sa conception de l'effondrement du MPC.

(à suivre)